Quatre-vingt-neuvième année. — N° 142. Le Numéro : 15 francs. Vendredi 21 Juin 1957.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES


| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Documents administratifs | DÉBATS | | | Conseil économique | | Documents | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union française | Avis et Rapports | Bulletin | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union fr. |
| C. C. P. : 9063.13, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et Outre-mer. . | 3.450 | 1.800 | 950 | 300 | 800 | 600 | 400 | 250 | 550 | 1.000 | 500 | 250 |
| Etranger. . . . . | 6.600 | 3.400 | 1.750 | 500 | 2.100 | 1.600 | 800 | 450 | 850 | 1.700 | 800 | 400 |

L'Édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent le compte rendu *in extenso* des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Éditions du CONSEIL ÉCONOMIQUE { Avis et rapports ; Bulletin analytique des séances.

Les Éditions des DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS comprend les rapports et statistiques des administrations.

*Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.*

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e). — Tél. : LIT 27-91


*En vente :*

**Groupements professionnels régionaux d'affréteurs de camions automobiles, d'entreprises de groupage et d'exploitants de bureaux de ville.**

(Décret n° 57-681 du 7 juin 1957, publié au *Journal officiel* du 9 juin 1957.)

N° 57-76 S. Prix : 15 F.

**Règlement départemental type d'aide médicale.**

(Arrêté du 21 mai 1957, publié au *Journal officiel* du 14 juin 1957.)

N° 57-77 S. Prix : 25 F.

*(Règlement par mandat-poste, chèque bancaire ou chèque postal [C. C. P. 9063-13 Paris].)*

## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES


PRESIDENCE DU CONSEIL

*Arrêté* portant nomination des membres du cabinet du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (p. 6210).

Postes, télégraphes et téléphones.

*Arrêté* portant nomination des membres du cabinet du secrétaire d'Etat (p. 6211).

(1 f.)

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

*Arrêtés* portant nomination au cabinet du ministre et délégation de signature (p. 6211).

*Décret* n° 57-703 du 20 juin 1957 relatif aux attributions de M. Maurice Faure, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (p. 6211).

*Décret* n° 57-704 du 20 juin 1957 relatif aux attributions de M. Emile Claparède, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé des affaires marocaines et tunisiennes (p. 6211).

MINISTERE DE L'INTERIEUR

*Décret* du 19 juin 1957 annulant une délibération du conseil général du territoire de Belfort en date du 9 mai 1957 (p. 6212).

*Décret* du 20 juin 1957 convoquant les conseils municipaux pour l'élection des délégués et suppléants et fixant la date de la réunion du collège électoral pour l'élection d'un sénateur (p. 6212).

*Décret* du 20 juin 1957 plaçant un préfet dans la position de disponibilité (p. 6212).

*Arrêté* portant promotion (personnel des préfectures) (p. 6212).

MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN

*Décret* n° 57-621 portant approbation de deux délibérations du conseil général de la Guyane fixant le nouveau tarif des droits d'octroi de mer applicable dans ce département (rectificatif) (p. 6212).

*Décret* n° 57-701 portant autorisation de dépenses en excédent des crédits ouverts (dépenses militaires) (rectificatif) (p. 6213).

*Arrêté* portant délégation de pouvoirs (p. 6213).

*Arrêtés* du 8 juin 1957 portant ouverture de concours à l'institut national de la statistique et des études économiques (élèves administrateurs et attachés stagiaires) (p. 6213).

*Arrêté* portant nomination des membres du cabinet du secrétaire d'Etat (rectificatif) (p. 6213)

*Arrêté* portant nomination (administration centrale des finances) (p. 6213).

*Tableau* des éléments retenus pour le calcul des bénéfices agricoles forfaitaires imposables au titre de l'année 1956 (revenus de 1956) (troisième tableau) (p. 6214).

**Industrie et commerce.**

*Arrêté* du 7 juin 1957 autorisant la chambre de commerce d'Angoulême à accorder sa garantie à la Société de crédit immobilier de la Charente (p. 6224).

*Arrêté* du 7 juin 1957 autorisant la chambre de commerce de Roanne à accorder sa garantie à un emprunt à contracter par une société coopérative d'habitations à loyer modéré (p. 6224).

*Arrêtés* portant admissions à la retraite (service des mines) (p. 6224).

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

*Arrêté* du 31 mai 1957 portant transfert de crédits (p. 6224).

*Arrêté* du 5 juin 1957 portant institution d'une régie de recettes (p. 6224).

*Arrêté* du 6 juin 1957 portant relèvement de certains droits scolaires perçus à l'école du Louvre (p. 6225).

*Arrêtés* portant nomination de membres à des conseils académiques (p. 6225).

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME**

*Décret* du 20 juin 1957 portant délégation de signature (p. 6225).

*Arrêté* portant nomination au cabinet du sous-secrétaire d'Etat à l'aviation civile (p. 6225).

*Arrêté* du 7 juin 1957 fixant des tarifs de transports routiers de marchandises (p. 6225).

**MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER**

*Arrêtés* portant nomination des membres du cabinet du ministre et délégation de signature (p. 6225).

**MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE**

*Arrêté* portant attribution de fonctions (services extérieurs) (p. 6227).

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocations de commissions. — Réunions du vendredi 21 juin 1957 (p. 6227).

**Conseil de la République.** — Ordre du jour. — Nomination d'un membre d'un organisme extraparlementaire. — Convocations de commissions. — Réunion de commission (p. 6229).

## INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Nominations de membres de commissions. — Réunions de commissions du jeudi 20 juin 1957 (p. 6230).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

**Ministère des finances, des affaires économiques et du plan.**

*Avis* concernant le tirage au sort d'obligations à 4 1/2 p. 100 1929-1948 des postes, télégraphes et téléphones (p. 6231).

*Avis* aux importateurs et aux exportateurs. — Commission de gestion du fonds de garantie des commissionnaires en douane : résultats des élections (p. 6231).

AGRICULTURE

*Avis* aux exportateurs de produits d'exploitation forestière et de scierie à destination des pays de l'Union européenne des paiements (p. 6231).

**Situation** de la Banque de France (p. 6232).

**Annonces** (p. 6233).

## DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

**N° 61 A. N.**

**Assemblée nationale.** — Compte rendu *in extenso* des débats du jeudi 20 juin 1957. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 2793).

**N° 34 C. R.**

**Conseil de la République.** — Compte rendu *in extenso* des débats du jeudi 20 juin 1957. — Questions écrites (p. 1189).

## DEBATS DE L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

(PUBLICATION SPÉCIALE VENDUE SÉPARÉMENT)

**N° 30**

Compte rendu *in extenso* des débats du jeudi 20 juin 1957 (p. 585).

## DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

**Assemblée nationale.** — Feuilles 66 et 67. — *Projets et propositions de loi, exposés des motifs et rapports.* — Annexes n°s 2385 (*suite*) à 2483 (session ordinaire de 1955-1956).

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PRESIDENCE DU CONSEIL

### Cabinet du sous-secrétaire d'Etat.

Le sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu les décrets des 13 et 17 juin 1957 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 48-1233 du 28 juillet 1948 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels;

Vu le décret n° 51-1030 du 21 août 1951 modifiant le décret du 28 juillet 1948;

Vu la circulaire n° 5602 S.G. du 18 juin 1957,

Arrête

Art. 1er. — Sont nommés au cabinet du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil :

*Chef de cabinet.*

M. René Aucourt, préfet hors-classe.

*Conseiller technique.*

M. Jean Ravail, inspecteur général adjoint de l'administration.

*Chef du secrétariat particulier.*

M. Jean Giocanti, rédacteur principal au secrétariat d'Etat à la reconstruction et au logement.

Art. 2. — Le présent arrêté, qui portera effet à compter du 17 juin 1957, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 juin 1957.

FRANÇOIS MACOMBL.

## POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

### Cabinet du secrétaire d'Etat.

Le secrétaire d'Etat aux postes, télégraphes et téléphones,

Vu le décret n° 51-1020 du 21 août 1951 modifiant le décret n° 48-1233 du 28 juillet 1948 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels;

Vu le décret du 17 juin 1957 portant nomination de membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — Sont nommés au cabinet du secrétaire d'Etat aux postes, télégraphes et téléphones:

*Directeur du cabinet.*

M. Henri Docquiert, sous-préfet.

*Conseillers techniques.*

M. Edmond Debeaumarche, inspecteur général au ministère des anciens combattants;

M. Jean Eveillard, sous-directeur au secrétariat d'Etat aux affaires économiques.

*Chef du cabinet chargé du secrétariat particulier.*

M. Roger Corillion, administrateur des postes, télégraphes et téléphones.

*Chargés de mission.*

M. Edouard Baron, chef de section principal des postes, télégraphes et téléphones;

M. Pierre Houriez, inspecteur central des impôts indirects.

*Attaché de cabinet.*

M. Robert Brion, inspecteur des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 2. — Le présent arrêté aura effet du 18 juin 1957 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1957.

EUGÈNE THOMAS.

## MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

### Cabinet du ministre.

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret du 28 juillet 1948, modifié le 21 août 1951, portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels;

Vu le décret du 13 juin 1957 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — M. Charles Bauchard, conseiller d'Etat en service extraordinaire, est nommé directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1957.

CHRISTIAN PINEAU.

### Délégation de signature.

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer leur signature;

Vu le décret du 13 juin 1957 portant nomination de membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 20 juin 1957 portant nomination du directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Charles Bauchard, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur du cabinet, pour signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1957.

CHRISTIAN PINEAU.

### Décret n° 57-703 du 20 juin 1957 relatif aux attributions de M. Maurice Faure, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu le décret du 13 juin 1957 et le décret du 17 juin 1957 portant nomination des membres du Gouvernement,

Décrète:

Art. 1er. — M. Maurice Faure, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, assiste le ministre des affaires étrangères dans l'exercice de ses attributions, notamment pour les affaires européennes.

Art. 2. — Il reçoit délégation générale et permanente du ministre des affaires étrangères pour signer en son nom tous actes, arrêtés et décisions, dans les limites fixées à l'article 1er ci-dessus. Il contresigne les décrets relatifs aux mêmes attributions.

Art. 3. — Il peut déléguer sa signature dans les conditions prévues au décret du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature.

Art. 4. — Le ministre des affaires étrangères et le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1957.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des affaires étrangères,*

CHRISTIAN PINEAU.

### Décret n° 57-704 du 20 juin 1957 relatif aux attributions de M. Emile Claparède, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé des affaires marocaines et tunisiennes.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu le décret du 13 juin 1957 et le décret du 17 juin 1957 portant nomination des membres du Gouvernement,

Décrète:

Art. 1er. — M. Emile Claparède, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé des affaires marocaines et tunisiennes, assiste le ministre des affaires étrangères dans l'exercice de ses attributions, notamment pour les affaires marocaines et tunisiennes.

Art. 2. — Il reçoit délégation générale et permanente du ministre des affaires étrangères pour signer en son nom tous actes, arrêtés et décisions, dans les limites fixées à l'article 1er ci-dessus. Il contresigne les décrets relatifs aux mêmes attributions.

Art. 3. — Il peut déléguer sa signature dans les conditions prévues au décret du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature.

Art. 4. — Le ministre des affaires étrangères et le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé des affaires marocaines et tunisiennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1957.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Par le président du conseil des ministres;

*Le ministre des affaires étrangères,*

CHRISTIAN PINEAU.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Décret du 19 juin 1957 annulant une délibération du conseil général du territoire de Belfort en date du 9 mai 1957.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu l'article 47 de la loi du 10 août 1871, modifié par le décret-loi du 5 novembre 1926;

Vu le décret n° 55-687 du 21 mai 1955, modifié par le décret n° 56-168 du 9 mai 1956, portant règlement d'administration publique pour la détermination de la part des départements et des communes dans les dépenses d'aide sociale, et notamment son article 5;

Vu en date du 9 mai 1957 la délibération par laquelle le conseil général du territoire de Belfort a notamment décidé de mettre, en 1958, à la charge du département 60 p. 100 de la part des dépenses d'aide sociale incombant aux communes;

Vu le recours en date du 16 mai 1957, formé par le préfet du territoire de Belfort, aux fins d'annulation de ladite délibération votée en violation de l'article 5 du décret n° 55-687 du 21 mai 1955, modifié par le décret n° 56-168 du 9 mai 1956 susvisé;

Vu les notifications dudit recours adressées le 16 mai 1957 au président du conseil général et au président de la commission départementale du territoire de Belfort;

Considérant qu'aux termes de l'article 5 du décret susvisé n° 56-168 du 9 mai 1956 « le département pourra supporter au maximum... en 1958, 40 p. 100... » de la charge incombant aux communes dans les dépenses d'aide sociale; que dès lors la délibération susvisée du conseil général du territoire de Belfort, tendant à faire supporter par le département 60 p. 100 au lieu de 40 p. 100 de cette charge, a été prise en violation de la disposition précédente et est sur ce point illégale;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Est annulée la délibération du conseil général du territoire de Belfort, en date du 9 mai 1957, en tant qu'elle décide au titre de l'année 1958 la prise en charge par le département de 60 p. 100 du contingent des dépenses d'aide sociale incombant aux communes par application de l'article 2 du décret n° 55-687 du 21 mai 1955, modifié par le décret n° 56-168 du 9 mai 1956.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 juin 1957.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'intérieur,*

GILBERT-JULES.

**Décret du 20 juin 1957 convoquant les conseils municipaux pour l'élection des délégués et suppléants et fixant la date de la réunion du collège électoral pour l'élection d'un sénateur.**

Le président du conseil des ministres,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur,

Vu le titre II du code électoral relatif à l'élection des membres du Conseil de la République;

Vu la notification de la vacance du siège de M. Félix Lelant, sénateur des Deux-Sèvres, qui est décédé le 10 juin 1957, notification adressée le 11 juin 1957 par le président du Conseil de la République,

Décrète:

Art. 1er. — Le collège électoral, composé des députés, des conseillers généraux et des délégués des conseils municipaux, est convoqué au chef-lieu du département des Deux-Sèvres le 4 août 1957 pour procéder à l'élection d'un sénateur, en remplacement de M. Lelant.

Les conseils municipaux du département des Deux-Sèvres sont convoqués le 7 juillet 1957 à l'effet de nommer les délégués et suppléants en vue de cette élection.

Art. 2. — Les réunions des conseils municipaux et du collège électoral fixées à l'article précédent, ainsi que les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et des suppléants que pour l'élection de ce sénateur, auront lieu suivant la forme déterminée par les textes ci-dessus visés.

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1957.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Par le président du conseil des ministres;

*Le ministre de l'intérieur,*

GILBERT-JULES.

**Décret du 20 juin 1957 plaçant un préfet dans la position de disponibilité.**

Par décret en date du 20 juin 1957, M. Portal (André), préfet de 3e classe, est placé, pour la période du 1er février 1955 au 31 janvier 1956, dans la position de disponibilité prévue à l'article 30 du statut particulier du corps préfectoral.

En cette qualité, il percevra un traitement égal à la moitié du traitement d'activité afférent à son grade.

**Personnel des préfectures.**

Par arrêté en date du 17 mai 1957, M. Boucamus (Léon), attaché de 1re classe, 2e échelon, à la préfecture du Morbihan, est promu chef de division de 1er échelon à la préfecture de la Guyane.

## MINISTERE DES FINANCES, DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN

**Décret n° 57-621 portant approbation de deux délibérations du conseil général de la Guyane fixant le nouveau tarif des droits d'octroi de mer applicable dans ce département.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 23 mai 1957:

**Tarif d'octroi de mer.**

Page 5175:

Colonne Désignation des produits, rubrique 27-16 B et C, *in fine*, au lieu de: « bitumeux », lire: « bitumineux »; rubrique Ex 29-03, *in fine*, au lieu de: « Autres chloropicrine », lire: « Autres; chloropicrine ».

Page 5176:

Colonne Numéros de la nomenclature du tarif douanier, au lieu de: « 61-01 à 61-06 », lire: « 61-01 à 61-06 ».

Colonne Désignation des produits, rubrique 38-19 N, *in fine*, au lieu de: « mortiers réfractaires », lire: « mastics réfractaires »; rubrique 66-01, au lieu du libellé actuel, lire: « Parapluies, parasols et ombrelles, y compris les parapluies-cannes et les parasols-tentes et similaires »; rubrique 67-01, au lieu de: « revêtus », lire: « revêtues »; rubrique 69-03, au lieu de: « moffles », lire: « mouffles ».

Colonne Taux des droits *ad valorem*, rubriques 69-02 et 69-03, au lieu de: « 2 p. 100 », lire: « Exempts »; rubrique Ex 73-16, sous-positions C et D, au lieu de: « Exempts », lire: « Exemptes ».

Page 5177:

Colonne Désignation des produits, rubrique 74-15, au lieu de: « boulonneries », lire: « boulonnerie »; rubrique 79-04, au lieu de: « ... barres et accessoires de tuyauterie... », lire: « ... barres creuses et accessoires de tuyauterie... ».

Colonne Taux des droits *ad valorem*, rubrique 75-06 C, au lieu de: « Exemptes », lire: « Exempts »; rubrique Ex 76-03 A, au lieu de: « Exempts », lire: « Exemptes ».

Page 5178:

Colonne Désignation des produits, rubrique 84-13, au lieu de: « ... y compris leur avant-foyers... », lire: « ... y compris leurs avant-foyers... »; rubrique Ex 84-23 A, au lieu de: « ... d'excavation et de forage du sol... », lire: « ... d'excavation ou de forage du sol... ».

Colonne Taux des droits *ad valorem*, rubrique 84-17 B à E, sous-position C, au lieu de: « Exemptes », lire: « Exempts ».

Page 5179:

Colonne Numéros de la nomenclature du tarif douanier, mettre les numéros 90-17 à 90-26 en regard de la position « Instruments, appareils et tous autres articles compris dans les positions ci-contre ».

Colonne Désignation des produits, rubrique 85-17, au lieu de: « 86-09 et 85-16 », lire: « 85-09 et 85-16 ».

Après la position n° 90-25, insérer les rubriques ci-après:

90-28. — Instruments et appareils électriques ou électroniques de mesure, de vérification, de contrôle, de régulation ou d'analyse; Exempts.

93-07 B. — Projectiles et munitions, etc. B: Autres projectiles et munitions: Exempts.

94-02. — Mobilier médico-chirurgical, tel que: tables d'opération, tables d'examen et similaires, lits à mécanisme pour usages cliniques, etc., fauteuils de dentiste et similaires avec dispositif mécanique d'orientation et d'élévation; parties de ces objets: Exempts.

94-03 A. — Meubles isothermes: Exempts.

98-15. — Bouteilles isolantes et autres récipients isothermiques, montés, ainsi que leurs parties (à l'exclusion des ampoules de verre): Exempts.

99-01 à 99-06. — Objets d'art, de collection et d'antiquité: 10 p. 100.

**Décret n° 57-701 portant autorisation de dépenses en excédent des crédits ouverts (dépenses militaires).**

Rectificatif au *Journal officiel* du 15 juin 1957:

Page 5995 (section Air), au lieu de: « Chapitre 36-41. — Délégations de soldes aux familles de militaires tués, disparus ou prisonniers », lire: « Chapitre 46-41. — Délégations de soldes aux familles de militaires tués, disparus ou prisonniers ».

Page 5996 (section Guerre), au lieu de: « Chapitre 31-51. — Fonctionnement des services rattachés au service du matériel, 293.850 », lire: « Chapitre 31-51. — Fonctionnement des services rattachés au service du matériel, 293.250 ».

**Délégation de pouvoirs.**

Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Sur le rapport du chef du service du contentieux et de l'agence judiciaire du Trésor public,

Vu le décret n° 53-180 du 9 mars 1953 autorisant le ministre des finances à déléguer certains de ses pouvoirs,

Arrête:

Art. 1er. — Le pouvoir de prendre toutes décisions individuelles ou réglementaires concernant les affaires suivies par le service du contentieux et de l'agence judiciaire du Trésor public, à l'exclusion du pouvoir de contresigner les décrets, est délégué à M. Blondeau (René-Gabriel), chef dudit service.

Art. 2. — En cas d'empêchement de M. Blondeau, la même délégation est donnée à M. Ambialet (Charles-Louis-Eugène), sous-directeur au service du contentieux et de l'agence judiciaire du Trésor, et à MM. Launay (Roger-Albert-Henri) et Jollivet (Irénée-Georges-André), administrateurs civils de classe exceptionnelle.

Art. 3. — Le chef du service du contentieux et de l'agence judiciaire du Trésor public est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1957.

FÉLIX GAILLARD.

**Ouverture de concours à l'institut national de la statistique et des études économiques.**

ELÈVES ADMINISTRATEURS

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu l'article 7 (premier alinéa) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes maintenant provisoirement en application:

La loi du 11 octobre 1941 relative au service national des statistiques;

Le décret du 24 octobre 1941 relatif à l'organisation et au fonctionnement du service national des statistiques;

Vu l'article 32 de la loi de finances du 27 avril 1946 portant création de l'institut national de la statistique et des études économiques;

Vu le décret du 14 juin 1946 pour l'application de l'article 32 de la loi de finances du 27 avril 1946;

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu la circulaire du 10 décembre 1956 relative à la réglementation des recrutements de fonctionnaires;

Vu la demande du gouvernement général de l'Algérie,

Arrêtent:

Art. 1er. — Il est ouvert à l'institut national de la statistique et des études économiques un concours pour le recrutement de quatre élèves administrateurs, dont un appelé à servir en Algérie.

Art. 2. — Les épreuves écrites auront lieu à Paris, et éventuellement à Alger, Dakar, Douala et Tananarive, les 7, 8, 9 et 10 octobre 1957.

Art. 3. — Les dossiers de candidature devront parvenir le 1er septembre 1957 au plus tard à la direction générale de l'institut national de la statistique et des études économiques, 29, quai Branly, à Paris (7e).

Art. 4. — Le candidat admis, au titre de l'Algérie, à l'issue du concours précité sera nommé en surnombre de l'effectif budgétaire.

A sa sortie de l'école d'application de l'institut national de la statistique et des études économiques, il sera obligatoirement affecté au service de statistique générale de l'Algérie.

Art. 5. — Le directeur général de l'institut national de la statistique et des études économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 juin 1957.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation;
*Le directeur du cabinet,*
MARCEL REVERDY.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
*chargé de la fonction publique,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur de la fonction publique,*
PIERRE CHATENET.

ATTACHÉS STAGIAIRES

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu l'article 7 (premier alinéa) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes maintenant provisoirement en application:

La loi du 11 octobre 1941 relative au service national des statistiques;

Le décret du 24 octobre 1941 relatif à l'organisation et au fonctionnement du service national des statistiques;

Vu l'article 32 de la loi de finances du 27 avril 1946 portant création de l'institut national de la statistique et des études économiques;

Vu le décret du 14 juin 1946 pour l'application de l'article 32 de la loi de finances du 27 avril 1946;

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu la circulaire du 10 décembre 1956 relative à la réglementation des recrutements de fonctionnaires,

Arrêtent:

Art. 1er. — Il est ouvert à l'institut national de la statistique et des études économiques un concours pour le recrutement de trois attachés stagiaires.

Art. 2. — Les épreuves écrites auront lieu à Paris, et éventuellement à Alger, Dakar, Douala et Tananarive, les 21, 22, 23 et 24 octobre 1957.

Art. 3. — Les dossiers de candidature devront parvenir le 1er septembre 1957 au plus tard à la direction générale de l'institut national de la statistique et des études économiques, 29, quai Branly, à Paris (7e).

Art. 4. — Le directeur général de l'institut national de la statistique et des études économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 juin 1957.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
MARCEL REVERDY.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
*chargé de la fonction publique,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur de la fonction publique,*
PIERRE CHATENET.

**Cabinet du secrétaire d'Etat aux affaires économiques.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 20 juin 1957: page 6185, 2e colonne, 20e ligne, au lieu de: « Chargé de mission: M. Lafferranderie, inspecteur central des contributions indirectes, chargé des relations avec le Parlement », lire: « Chargé de mission: M. André Lafferranderie, inspecteur central des contributions directes, chargé des relations avec le Parlement ».

**Administration centrale des finances.**

Par arrêté du 20 juin 1957, M. Jollivet (Irénée-Georges-André), administrateur civil de classe exceptionnelle à l'administration centrale des finances, est nommé agent judiciaire adjoint du Trésor public.

Ces fonctions comportent l'exercice du mandat légal de l'agent judiciaire du Trésor public en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

# TROISIÈME TABLEAU

## des éléments retenus pour le calcul des bénéfices agricoles forfaitaires imposables au titre de l'année 1956 (revenus de 1956).

**(Art. 66 du code général des impôts.)**

NOTA. — Un ou plusieurs tableaux seront publiés ultérieurement pour les départements et les natures de cultures qui ne figurent pas sur la présente liste.

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Aisne.** | | |
| Viticulture ..... | Ensemble du département..... | | Bénéfice évalué en appliquant au nombre de kilogrammes de raisins récoltés en sus de 3.900 à l'hectare:<br>*a*) Pour le raisin ayant produit du vin d'appellation « Champagne », le tarif de 66 F, réduit dans la proportion correspondant au pourcentage du cru;<br>*b*) Pour le raisin ayant produit du vin d'appellation « Vin nature de la Champagne », le tarif de 35 F, réduit dans les mêmes conditions que ci-dessus;<br>*c*) Pour le raisin ayant produit du vin sans appellation, le tarif de 8 F. |
| | **Alpes-Maritimes.** | | |
| Tabac..... | Ensemble du département..... | 250.000 | |
| Viticulture: | | | |
| Vignes produisant des vins à appellation contrôlée. | Idem ..... | 80.000 | |
| Vignes produisant des raisins de table. | Idem ..... | 100.000 | |
| | **Ardèche.** | | |
| Viticulture: | | | |
| Vignes produisant des vins de consommation courante. | *a*) Région Nord: arrondissement de Tournon; cantons de la Voulte, Chomérac, Saint-Pierreville.<br>*b*) Surplus du département..... | | Application des bénéfices forfaitaires afférents, pour chaque région agricole, à la première catégorie de la généralité des cultures.<br>1.500 F par hectolitre récolté en sus de 63 hectolitres à l'hectare. |
| Vignes produisant des raisins de table. | Ensemble du département..... | 28.000 | |
| | **Ariège.** | | |
| Tabac ..... | Ensemble du département..... | 97.000 | |
| | **Aube.** | | |
| Viticulture ..... | 1° Commune de Montgueux..... | 50.000 | Dans les quatre groupes de communes, les bénéfices forfaitaires imposables à l'hectare s'appliquent aux vignes déclarées en appellation contrôlée, la superficie en exploitation ne comprenant pas celle des jeunes vignes replantées. Pour les récoltants dits « manipulants » les forfaits ci-dessus seront augmentés de 30 F par bouteille vendue en 1956, ce tarif étant réduit à 15 F par bouteille vendue sur lattes. |
| | 2° Communes d'Arconville, Fontette, Noé-les-Mallets. | 30.000 | |
| | 3° Communes de Celles-sur-Ource, Chacenay, Champignol-lez-Mondeville, Colombe-la-Fosse, Courteron, Engente, Lignol-le-Château, Verpillières, Ville-sur-Arce, Saint-Usage, Urville. | 15.000 | |
| | 4° Communes d'Ailleville, Arrentières, Arsonval, Avirey-Lingey, Bagneux-la-Fosse, Balnot-sur-Laignes, Baroville, Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine, Bertignolles, Beauvoir-sur-Sarce, Bergères, Bligny, Bragelogne, Buxeuil, Buxières-sur-Arce, Channes, Chervey, Colombe-le-Sec, Couvignon, Essoyes, Fontaine, Fravaux, Gye-sur-Seine, Landreville, les Riceys, Loches-sur-Ource, Merrey-sur-Arce, Meurville, Montier-en-l'Isle, Mussy-sur-Seine, Neuville-sur-Seine, Plaines-Saint-Lange, Polisot, Polisy, Proverville, Rouvres-les-Vignes, Saulcy, Spoy, Trannes, Vitry-le-Croisé, Viviers-sur-Artaut, Voigny. | 0 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| **Aude.** | | | |
| Pépinières viticoles: | Ensemble du département. | | |
| 1° Pieds-mères de vignes américaines. | | 45.000 | |
| 2° Plants racinés porte greffes: | | | |
| *a*) Producteurs. | | 148.000 | |
| *b*) Façonniers. | | 74.000 | |
| Riziculture..... | Idem ..... | | Application du bénéfice forfaitaire afférent, pour chaque région agricole, à la deuxième catégorie de la généralité des cultures. |
| Saliculture ..... | Idem ..... | | 600 F par tonne de sel récolté, sans abattement pour déchet. |
| Viticulture: | | | |
| 1° Vignes produisant des vins ordinaires et des vins de qualité supérieure et vignes produisant des vins de Fitou. | Idem ..... | | 1.500 F par hectolitre récolté en sus de 63 hectolitres à l'hectare. |
| 2° Vignes produisant de la Blanquette de Limoux et des vins de Blanquette. | Aire des vignes de Mauzac..... | | 4.500 F par hectolitre récolté en sus de 40 hectolitres à l'hectare. |
| **Bouches-du-Rhône.** | | | |
| Olivales ..... | Ensemble du département..... | 0 | |
| Riziculture..... | Idem ..... | 7.000 | |
| Viticulture: | | | |
| Vignes produisant des vins de consommation courante et des vins de qualité supérieure. | Idem ..... | | 1.500 F par hectolitre récolté en sus de 63 hectolitres à l'hectare. |
| **Charente.** | | | |
| Pépinières viticoles. | Ensemble du département..... | 250.000 | |
| **Charente-Maritime.** | | | |
| Pépinières viticoles. | Ensemble du département..... | 250.000 | |
| Ostréiculture ..... | Idem ..... | | Fraction des recettes comprise entre: — Bénéfices. — 0 et 600.000 F..... 30 p. 100; 600.001 et 1.200.000 F..... 16 —; 1.200.001 et 6.000.000 F..... 8,5 —; 6.000.001 et 12.000.000 F..... 5 —; 12.000.001 et 20.000.000 F..... 4,5 —; Supérieure à 20.000.000 F..... 4 — |
| Mytiliculture ..... | 1re région. — Exploitations établies dans les communes de Charron, Esnandes et Marsilly: | | |
| | Zone A. — Baie de l'Aiguillon: *a*) Vases de Charron: vases de Triaize, Chenal-Vieux, Saint-Michel-en-Lherm; *b*) vases d'Esnandes: vanne de la Françoise, de la Sainte-Jeanne; *c*) vases de Marsilly: l'Orpineau, la Caralère, impasse des Marlinets. | | 50 F par mètre linéaire de bouchot en exploitation. |
| | Zone B. — Pointe de l'Aiguillon (comprise entre l'embouchure du Lay et la pointe de l'Aiguillon proprement dite): banc des Orses, banc des Jaux, passe de l'Epron, passe de la Muette. | | 105 F par mètre linéaire de bouchot en exploitation. |
| | Zone C. — Comprise entre la pointe du Chiquet (commune de la Tranche-Vendée) et l'embouchure du Lay: pointe du Rocher, les Ecluseaux, anse des Rouillères, la Belle-Henriette, le pas des Tranchais, pointe de la Roche. | | 90 F par mètre linéaire de bouchot en exploitation. |
| | 2e région. — Exploitations établies dans les communes de Châtelaillon, Yves et Fouras. | | 65 F par mètre linéaire de bouchot en exploitation. |
| | 3e région. — Exploitations établies dans les communes de Hiers-Brouage et Marennes. | | 70 F par mètre linéaire de bouchot en exploitation. |
| Saliculture ..... | Ensemble du département..... | | 850 F par tonne de sel récolté |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| | **Cher.** | | |
| Cultures fruitières.. | Terres plantées de la région de « la Forêt »: communes de Parassy, Menetou-Salon, Quantilly, Saint-Georges-sur-Moulon, Saint-Éloi-de-Gy, Saint-Martin-d'Auxigny, Saint-Palais, Vasselay, Vignoux-sous-les-Aix. | | |
| | 1re catégorie. — Plus de 55 arbres en production à l'hectare. | 39.000 | |
| | 2e catégorie. — De 41 à 55 arbres en production à l'hectare. | 22.000 | |
| | 3e catégorie. — De 26 à 40 arbres en production à l'hectare. | 9.000 | |
| | 4e catégorie. — De 11 à 25 arbres en production à l'hectare. | 7.000 | |
| | 5e catégorie. — De 6 à 10 arbres en production à l'hectare. | | Pour les terres plantées de la 5e catégorie, il sera fait application à la superficie des terres où se trouvent ces plantations du bénéfice forfaitaire imposable à l'hectare prévu pour la généralité des cultures. |
| Viticulture: | | | |
| 1° Vignes produisant des vins de consommation courante. | Ensemble du département..... | | Application du bénéfice forfaitaire afférent, dans chaque région agricole, à la première catégorie de la généralité des cultures. |
| 2° Vignes produisant des vins à appellation contrôlée. | a) Région de Sancerre: parties délimitées des communes de Bué, Crézancy, Menetou-Ratel, Ménétréol-sous-Sancerre, Montigny, Saint-Satur, Sancerre, Sury-en-Vaux, Thauvenay, Veaugues, Verdigny et Vinon. | | 12.000 F par hectolitre récolté en sus de 18 hectolitres à l'hectare. |
| | b) Région de Quincy: parties délimitées de la commune de Quincy et de la section B de Brinay. | | 8.250 F par hectolitre récolté en sus de 26 hectolitres à l'hectare. |
| | **Corse.** | | |
| Viticulture ..... | Ensemble du département..... | 6.000 | |
| | **Côte-d'Or.** | | |
| Pépinières viticoles. | Ensemble du département..... | 160.000 | |
| Tabac ..... | Idem..... | 150.000 | |
| | **Côtes-du-Nord.** | | |
| Ostréiculture ..... | Ensemble du département..... | | Fraction des recettes comprise entre: — Bénéfices<br>0 et 600.000 F..... 30 p. 100<br>600.001 et 1.200.000 F..... 16 —<br>1.200.001 et 6.000.000 F..... 9 —<br>6.000.001 et 12.000.000 F..... 6 —<br>12.000.001 et 20.000.000 F..... 5 —<br>Supérieure à 20.000.000 F..... 4 — |
| | **Dordogne.** | | |
| Viticulture: | | | |
| 1° Vignes produisant des vins de consommation courante. | Arrondissement de Bergerac..... | | 2.775 F par hectolitre récolté en sus de 44 hectolitres à l'hectare. |
| 2° Vignes produisant des vins à appellation contrôlée (y compris les vins déclassés). | a) Région de Monbazillac..... | | 7.350 F par hectolitre récolté en sus de 27 hectolitres à l'hectare. |
| | b) Région de Bergerac-Montravel..... | | 3.860 F par hectolitre récolté en sus de 39 hectolitres à l'hectare. |
| | **Doubs.** | | |
| Elevage des visons. | Ensemble du département..... | | 3.500 F par reproducteur. Les centres d'élevage comportant plus de 30 reproducteurs sont seuls taxés spécialement. |
| | **Drôme.** | | |
| Riziculture..... | Ensemble du département..... | 7.000 | |
| Viticulture: | | | |
| Vignes produisant des vins de consommation courante. | a) Région située au Nord de la rivière Drôme. | | Application des bénéfices forfaitaires afférents, pour chaque région agricole, à la première catégorie de la généralité des cultures. |
| | b) Surplus du département..... | | 1.500 F par hectolitre récolté en sus de 63 hectolitres à l'hectare. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| **Finistère.** | | | |
| Ostréiculture ..... | Ensemble du département..... | | Fraction des recettes comprise entre: — Bénéfices.<br>0 et 600.000 F..... 30 p. 100<br>600.001 et 1.200.000 F..... 18 —<br>1.200.001 et 6.000.000 F..... 9,5 —<br>6.000.001 et 12.000.000 F..... 6 —<br>12.000.001 et 20.000.000 F..... 5,5 —<br>Supérieure à 20.000.000 F..... 4,5 — |
| Mytiliculture et autres coquillages. | Idem ..... | | Fraction des recettes comprise entre:<br>0 et 450.000 F..... 33 p. 100<br>450.001 et 900.000 F..... 28 —<br>900.001 et 2.000.000 F..... 23 —<br>2.000.001 et 4.000.000 F..... 18 —<br>Supérieure à 4.000.000 F..... 15 — |
| **Gard.** | | | |
| Riziculture..... | Ensemble du département..... | 7.000 | |
| Viticulture:<br>Vignes produisant des vins de consommation courante. | Idem..... | | 1.500 F par hectolitre récolté en sus de 63 hectolitres à l'hectare. |
| **Garonne (Haute-).** | | | |
| Viticulture ..... | Ensemble du département..... | 0 | |
| **Gironde.** | | | |
| Ostréiculture ..... | Ensemble du département..... | | Fraction des recettes comprise entre: — Bénéfices<br>0 et 600.000 F..... 30 p. 100<br>600.001 et 1.200.000 F..... 16 —<br>1.200.001 et 6.000.000 F..... 8,5 —<br>6.000.001 et 12.000.000 F..... 5 —<br>12.000.001 et 20.000.000 F..... 4,5 —<br>Supérieure à 20.000.000 F..... 4 — |
| **Hérault.** | | | |
| Ostréiculture et mytiliculture. | Ensemble du département.<br>*a*) Parcs de 1re catégorie (concessions situées au large, sur plus de 5 mètres de fond, et réglementairement distantes entre elles de 25 mètres). | | 5.620 F par rail. |
| | *b*) Parcs de 2e catégorie (concessions situées au large, sur plus de 3 mètres de fond). | | 3.090 F par rail. |
| | *c*) Parcs de 3e catégorie (toutes les autres concessions). | | 0 F par rail.<br>Le nombre de rails à considérer est celui en exploitation au cours de la campagne 1956-1957. |
| Riziculture ..... | Ensemble du département..... | 5.000 | |
| Saliculture ..... | Idem..... | | 1.200 F par tonne de sel récolté. |
| Viticulture:<br>1° Vignes produisant des vins autres que des vins à appellation contrôlée ou produisant du vin à appellation contrôlée « Clairette du Languedoc ». | Idem..... | | 1.500 F par hectolitre récolté en sus de 63 hectolitres à l'hectare. |
| 2° Vignes produisant des vins à appellation contrôlée. | Muscat de Frontignan..... | | 15.800 F par hectolitre de moût récolté en sus de 13 hectolitres de moût à l'hectare. |
| | Muscat de Lunel et de Saint-Jean du-Minervois. | | 14.000 F par hectolitre de moût récolté en sus de 14 hectolitres de moût à l'hectare. |
| 3° Vignes produisant des vins doux naturels sans appellation. | Ensemble du département..... | | 11.000 F par hectolitre de moût récolté en sus de 16 hectolitres de moût à l'hectare |
| Vignes produisant des raisins de table. | Idem ..... | 19.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| **Ille-et-Vilaine.** | | | |
| Cultures légumières de plein champ donnant lieu à deux récoltes par an. | Ensemble du département | 37.000 | |
| Ostréiculture | Idem | | Fraction des recettes comprise entre: — Bénéfices. — 0 et 600.000 F. 29 p. 100 — 600.001 et 1.200.000 F. 16 — — 1.200.001 et 6.000.000 F. 8,5 — — Supérieure à 6.000.000 F. 5,5 — |
| **Indre.** | | | |
| Viticulture: 1° Vignes produisant des vins dits de Reuilly et des coteaux de l'Arnon. | Communes de Reuilly et Diou | 20.000 | |
| 2° Autres vignes. | Ensemble du département | | Application du bénéfice forfaitaire afférent, pour chaque région agricole, à la première catégorie de la généralité des cultures. |
| **Indre-et-Loire.** | | | |
| Cultures fruitières (pommes et poires de table). | Ensemble du département | 65.000 | Ou 720 F par arbre (arbres disséminés), à la condition que l'exploitation comporte plus de dix ares ou de dix arbres en production. |
| Viticulture: Vignes produisant des vins à appellation contrôlée. | Bourgueil et Saint-Nicolas-de-Bourgueil | | 5.400 F par hectolitre récolté en sus de 28 hectolitres à l'hectare. |
| | Chinon | | 6.150 F par hectolitre récolté en sus de 24 hectolitres à l'hectare. |
| | Vouvray | | 6.000 F par hectolitre récolté en sus de 27 hectolitres à l'hectare. |
| | Vouvray mousseux | | 4.650 F par hectolitre récolté en sus de 35 hectolitres à l'hectare. |
| **Isère.** | | | |
| Pépinières viticoles. | Ensemble du département | 170.000 | |
| Noyeraies | Idem | 0 | |
| Viticulture | Idem | | Application des bénéfices forfaitaires afférents, pour chaque région agricole, à la première catégorie de la généralité des cultures. |
| **Jura.** | | | |
| Pépinières viticoles. | Ensemble du département | 160.000 | |
| Viticulture: 1° Vignes produisant des vins de consommation courante. | Idem | | 2.400 F par hectolitre récolté en sus de 48 hectolitres à l'hectare. |
| 2° Vignes produisant des vins à appellation contrôlée. | Arbois | | 6.750 F par hectolitre récolté en sus de 29 hectolitres à l'hectare. |
| | Château-Chalon | | 6.750 F par hectolitre récolté en sus de 33 hectolitres à l'hectare. |
| | Côtes du Jura | | 4.875 F par hectolitre récolté en sus de 33 hectolitres à l'hectare. |
| | Etoile | | 4.875 F par hectolitre récolté en sus de 37 hectolitres à l'hectare. |
| Elevage des visons. | Ensemble du département | | 3.000 F par reproducteur. Les centres d'élevage comportant plus de 30 reproducteurs sont seuls taxés spécialement. |
| **Landes.** | | | |
| Pépinières viticoles. | Ensemble du département | 500.000 | |
| Ostréiculture | Idem | | 3.300 F par are concédé. |
| Viticulture | Idem | 6.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| **Loire-Atlantique.** | | | |
| Pépinières viticoles. | Ensemble du département..... | 60.000 | |
| Viticulture: | | | |
| 1° Vignes produisant des vins de consommation courante. | Idem ..... | | 1.800 F par hectolitre récolté en sus de 62 hectolitres à l'hectare. |
| 2° Vignes produisant des vins délimités de qualité supérieure (gros plant ou gros plant du pays nantais). | Idem ..... | | 3.975 F par hectolitre récolté en sus de 38 hectolitres à l'hectare. |
| 3° Vignes produisant des vins à appellation contrôlée (y compris les vins déclassés). | a) Muscadet de Sèvre-et-Maine et des coteaux de la Loire. | | 6.825 F par hectolitre récolté en sus de 25 hectolitres à l'hectare. |
| | b) Muscadet..... | | 5.500 F par hectolitre récolté en sus de 28 hectolitres à l'hectare. |
| Saliculture ..... | Ensemble du département..... | | 840 F par tonne de sel récolté. |
| Ostréiculture ..... | Idem ..... | | Fraction des recettes comprise entre: — Bénéfices.<br>0 et 600.000 F..... 28 p. 100<br>600.001 et 1.200.000 F..... 15 —<br>1.200.001 et 6.000.000 F..... 8,5 —<br>6.000.001 et 12.000.000 F..... 5 —<br>Supérieure à 12.000.000 F..... 4,5 — |
| **Loiret.** | | | |
| Viticulture ..... | Ensemble du département..... | | 2.375 F par hectolitre récolté en sus de 52 hectolitres à l'hectare. |
| **Maine-et-Loire.** | | | |
| Cultures fruitières... | Ensemble du département..... | 75.000 | |
| Viticulture: | | | |
| 1° Vignes produisant des vins de consommation courante. | Idem ..... | | 1.950 F par hectolitre récolté en sus de 60 hectolitres à l'hectare. |
| 2° Vignes produisant des vins à appellation contrôlée. | a) Vins blancs coteaux du Layon et de la Loire: | | |
| | 1° Communes de Beaulieu-sur-Layon, Faye-d'Anjou, Rablay, Rochefort-sur-Loire, Saint-Aubin-de-Luigné, Saint-Lambert-du-Lattay, Thouarcé (appellation Bonnezeaux), Bouchemaine (appellation Savennières), la Possonnière (appellation Savennières), Savennières (appellation Savennières). | | 6.000 F par hectolitre récolté en sus de 28 hectolitres à l'hectare. |
| | 2° Autres communes..... | | 4.800 F par hectolitre récolté en sus de 35 hectolitres à l'hectare. |
| | b) Vins blancs coteaux de l'Aubance et de Saumur. | | 4.800 F par hectolitre récolté en sus de 35 hectolitres à l'hectare. |
| | c) Vins blancs Anjou..... | | 3.900 F par hectolitre récolté en sus de 38 hectolitres à l'hectare. |
| | d) Vins blancs Anjou-Saumur et Saumur..... | | 4.050 F par hectolitre récolté en sus de 37 hectolitres à l'hectare. |
| | e) Vins rouges ou rosés à appellation Cabernets et Bretons. | | 6.000 F par hectolitre récolté en sus de 28 hectolitres à l'hectare. |
| | f) Vins rouges ou rosés à appellation régionale autres que les Cabernets et les Bretons. | | 3.150 F par hectolitre récolté en sus de 48 hectolitres à l'hectare. |
| | g) Vins blancs dits Muscadets des coteaux de la Loire. | | 6.825 F par hectolitre récolté en sus de 25 hectolitres à l'hectare. |
| | h) Vins blancs dits Muscadets..... | | 5.475 F par hectolitre récolté en sus de 27 hectolitres à l'hectare. |
| **Manche.** | | | |
| Ostréiculture ..... | Ensemble du département..... | | Fraction des recettes comprise entre: — Bénéfices.<br>0 et 600.000 F..... 25 p. 100<br>600.001 et 1.200.000 F..... 16 —<br>1.200.001 et 6.000.000 F..... 7,5 —<br>6.000.001 et 12.000.000 F..... 5 —<br>Supérieure à 12.000.000 F..... 4 — |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| **Marne.** | | | |
| Viticulture ..... | Champagne délimitée..... | | Bénéfice évalué en appliquant au nombre de kilogrammes de raisins récoltés en sus de 3.900 à l'hectare: *a*) pour le raisin ayant produit du vin bénéficiant de l'appellation « Champagne », le tarif de 66 F réduit, s'il y a lieu, dans la proportion correspondant au pourcentage du cru; *b*) pour le raisin ayant produit du vin bénéficiant de l'appellation « Vin nature de la Champagne », le tarif de 35 F réduit, s'il y a lieu, comme ci-dessus; *c*) pour le raisin ayant produit du vin sans appellation, le tarif de 8 F. |
| **Meurthe-et-Moselle.** | | | |
| Houblon ..... | Ensemble du département..... | 80.000 | |
| Viticulture ..... | Idem ..... | 0 | |
| **Morbihan.** | | | |
| Mytiliculture ..... | Ensemble du département..... | 70.000 | |
| **Moselle.** | | | |
| Viticulture ..... | Ensemble du département..... | 0 | |
| **Nièvre.** | | | |
| Viticulture: | | | |
| 1° Vignes produisant des vins de consommation courante. | Ensemble du département..... | | Application des bénéfices forfaitaires afférents, pour chaque région agricole, à la première catégorie de la généralité des cultures. |
| 2° Vignes produisant des vins à appellation contrôlée. | Aire de production des vins de Pouilly-sur-Loire: | | |
| | *a*) Chasselas ..... | | 6.000 F par hectolitre récolté en sus de 35 hectolitres à l'hectare. |
| | *b*) Fumé ..... | | 12.000 F par hectolitre récolté en sus de 18 hectolitres à l'hectare. |
| **Nord.** | | | |
| Houblon ..... | Ensemble du département..... | 0 | |
| **Pas-de-Calais.** | | | |
| Pépinières ..... | Ensemble du département: | | Lorsque la superficie totale de l'exploitation dépasse 7 hectares, la fraction qui excède 7 hectares n'est comptée que pour les deux tiers de sa superficie. |
| | Pour chacun des deux premiers hectares... | 84.000 | |
| | Pour chacun des cinq hectares suivants.... | 50.000 | |
| | Pour chaque hectare en sus de sept..... | 28.000 | |
| Pisciculture ..... | Ensemble du département..... | | 310 F par mètre carré de la surface du plan d'eau des bassins utilisés pour l'élevage, à l'exclusion des bassins affectés aux reproducteurs. |
| **Pyrénées-Orientales.** | | | |
| Riziculture ..... | Ensemble du département..... | 2.000 | |
| Viticulture: | | | |
| Vignes produisant des vins ne bénéficiant pas d'une appellation contrôlée. | Idem..... | | 1.500 F par hectolitre récolté en sus de 63 hectolitres à l'hectare. |
| **Rhin (Bas-).** | | | |
| Houblon ..... | Ensemble du département..... | 200.000 | |
| Viticulture: | Idem. | | |
| 1° Vignes produisant des vins d'appellation « Alsace ». | | 0 | |
| 2° Vignes produisant des vins ordinaires | | 21.000 | |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Rhin (Haut-).** | | |
| Viticulture : Vignes produisant des vins autres que ceux à appellation « Vin d'Alsace » | Ensemble du département | 20.000 | |
| | **Rhône.** | | |
| Pépinières viticoles. | Ensemble du département | 150.000 | |
| | **Saône (Haute-).** | | |
| Elevage des visons. | Ensemble du département | | 3.500 F par animal reproducteur. Les exploitations comportant plus de 30 reproducteurs sont seules taxées spécialement. |
| | **Saône-et-Loire.** | | |
| Pépinières viticoles. | Ensemble du département | 160.000 | |
| Viticulture : 1° Vignes produisant des vins non destinés à la consommation. | Idem | | 900 F par hectolitre récolté en sus de 66 hectolitres à l'hectare. |
| 2° Vignes produisant des vins de consommation courante (hybrides blancs et rouges). | Idem | | 2.000 F par hectolitre récolté en sus de 57 hectolitres à l'hectare. |
| 3° Vignes produisant des vins de gamay ou de chardonnay sans appellation contrôlée et vignes produisant des vins à appellation simple (Mâconnais, Chalonnais, Côte roannaise) | Idem. | | |
| | *a*) Vin rouge | | 2.250 F par hectolitre récolté en sus de 62 hectolitres à l'hectare. |
| | *b*) Vin blanc | | 2.800 F par hectolitre récolté en sus de 50 hectolitres à l'hectare. |
| | **Sarthe.** | | |
| Cultures fruitières : | Ensemble du département. | | |
| *a*) Pommiers haute tige (variété dite « Reinette du Mans ») | 1° Cultures en vergers | | 700 F par pommier en production. |
| | 2° Arbres disséminés | | 550 F par pommier en production. Les exploitations comprenant plus de 10 pommiers de la variété dite « Reinette du Mans » sont seules taxées spécialement. |
| *b*) Vergers de poiriers ou autres pommiers. | | 65.000 | Les vergers de poiriers d'une superficie excédant 10 ares sont seuls taxés spécialement. |
| Viticulture : Vignes produisant des vins à appellation contrôlée. | *a*) Jasnières | | 6.000 F par hectolitre récolté en sus de 25 hectolitres à l'hectare. |
| | *b*) Coteaux du Loir | | 4.875 F par hectolitre récolté en sus de 30 hectolitres à l'hectare. |
| | **Savoie.** | | |
| Cultures fruitières. Pommiers à haute tige et en plein vent (prés-vergers). | Ensemble du département | | 500 F par arbre, les cinq premiers arbres étant exonérés. Le bénéfice forfaitaire prévu dans chaque groupe de régions pour la généralité des cultures sera appliqué à la superficie des prés où se trouvent les plantations, étant précisé que ces prés seront rangés dans la troisième catégorie des exploitations de polyculture. |
| Pépinières viticoles (plants greffés) | Idem | 150.000 | |
| Viticulture | Idem | | Application des bénéfices forfaitaires afférents, pour chaque groupe de régions agricoles, à la deuxième catégorie de la généralité des cultures. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 Francs. | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | **Seine-et-Marne.** | | |
| Viticulture ..... | Champagne délimitée..... | | Bénéfice évalué en appliquant au nombre de kilogrammes de raisins récoltés en sus de 3.900 à l'hectare: *a*) pour le raisin ayant produit du vin bénéficiant de l'appellation « Champagne », le tarif de 66 F réduit, s'il y a lieu, dans la proportion correspondant au pourcentage du cru; *b*) pour le raisin ayant produit du vin bénéficiant de l'appellation « Vin nature de Champagne », le tarif de 35 F réduit, s'il y a lieu, comme ci-dessus; *c*) pour le raisin ayant produit du vin sans appellation, le tarif de 8 F. |
| | **Somme.** | | |
| Pisciculture ..... | Ensemble du département..... | | 280 F par mètre carré de la surface du plan d'eau de l'ensemble des bassins utilisés pour l'élevage, à l'exclusion des bassins affectés aux reproducteurs. |
| | **Tarn.** | | |
| Viticulture: | | | |
| Vignes produisant des vins de consommation courante. | Ensemble du département..... | 0 | |
| | **Tarn-et-Garonne.** | | |
| Viticulture ..... | Ensemble du département..... | 0 | |
| | **Var.** | | |
| Oliviales ..... | Ensemble du département..... | 0 | |
| Viticulture: | | | |
| Vignes produisant des vins de qualité (crus classés des Côtes de Provence). | Idem..... | | 6.300 F par hectolitre récolté en sus de 26 hectolitres à l'hectare. |
| Vignes produisant des vins à appellation contrôlée « Bandol » | Communes de Bandol, Sanary, la Cadière, le Castellet, Ollioules, Evenos, Saint-Cyr et le Beausset. | | 6.300 F par hectolitre récolté en sus de 27 hectolitres à l'hectare. |
| Vignes produisant des raisins de table. | Ensemble du département..... | 47.500 | |
| | **Vaucluse.** | | |
| Riziculture..... | Ensemble du département..... | 7.000 | |
| Viticulture: | | | |
| 1° Vignes produisant des vins ordinaires. | *a*) Plaine d'Avignon et de la Durance. — Communes d'Avignon, Caumont, le Thor, l'Isle-sur-Sorgue, Velleron, Saumanes, Fontaine-de-Vaucluse, Lagnes, Cavaillon, Taillades, Robion, Maubec, Oppède, Menerbes, Lacoste, Bonnieux; partie des communes de Cheval-Blanc, Merindol, Puget, Lauris, Puyvert, Cadenet, Villelaure et Pertuis, délimités au Nord par la route Cavaillon-Pertuis, au Sud par la Durance et à l'Est par la route Pertuis-la-Loubière; | | 1.500 F par hectolitre récolté en sus de 63 hectolitres à l'hectare. |
| | *b*) Surplus du département..... | | 1.800 F par hectolitre récolté en sus de 53 hectolitres à l'hectare. |
| 2° Vignes produisant des vins auxquels les récoltants ont déclaré vouloir donner une appellation d'origine simple. | Aire délimitée..... | | 4.000 F par hectolitre récolté en sus de 38 hectolitres à l'hectare. |

| NATURE des cultures. 1 | RÉGIONS AGRICOLES et catégories d'exploitations. 2 | BÉNÉFICES forfaitaires imposables à l'hectare (exploitant fermier). 3 | AUTRES ÉLÉMENTS A RETENIR pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables. 4 |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| **Vendée.** | | | |
| Mytiliculture ..... | Ensemble du département..... | | 90 F par mètre linéaire de bouchot. |
| Ostréiculture ..... | Idem ..... | | Fraction des recettes comprise entre: — Bénéfices.<br>0 et 300.000 F..... 32 p. 100<br>300.001 et 600.000 F..... 26 —<br>600.001 et 900.000 F..... 16 —<br>900.001 et 1.200.000 F..... 11 —<br>1.200.001 et 6.000.000 F..... 8,5 —<br>6.000.001 et 12.000.000 F..... 5 —<br>Supérieure à 12.000.000 F..... 4,5 — |
| Saliculture ..... | Idem ..... | | 1.000 F par tonne de sel récolté. |
| **Vienne.** | | | |
| Viticulture: | | | |
| 1° Vignes produisant des vins de consommation courante. | Ensemble du département..... | 6.500 | |
| 2° Vignes produisant des vins à appellation contrôlée. | Anjou-Saumur ..... | | 1.050 F par hectolitre récolté en sus de 37 hectolitres à l'hectare. |
| **Yonne.** | | | |
| Pépinières viticoles | Ensemble du département..... | 180.000 | |
| Viticulture: | | | |
| 1° Vignes produisant des vins d'appellation simple et de consommation courante. | Idem ..... | | 1.500 F par hectolitre récolté en sus de 31 hectolitres à l'hectare. |
| 2° Vignes produisant des vins à appellation contrôlée. | *a*) Vins de Chablis « grand cru »..... | | 20.200 F par hectolitre récolté en sus de 13 hectolitres à l'hectare. |
| | *b*) Vins de Chablis « premier cru »..... | | 12.700 F par hectolitre récolté en sus de 17 hectolitres à l'hectare. |
| | *c*) Vins de « Chablis »..... | | 9.700 F par hectolitre récolté en sus de 20 hectolitres à l'hectare. |
| | *d*) Vins de « Petit Chablis »..... | | 8.200 F par hectolitre récolté en sus de 23 hectolitres à l'hectare |
| | *e*) Bourgogne blanc et rouge..... | | 7.500 F par hectolitre récolté en sus de 25 hectolitres à l'hectare. |
| | *f*) Bourgogne aligoté et passe-tout-grain et Bourgogne blanc grand ordinaire. | | 6.300 F par hectolitre récolté en sus de 29 hectolitres à l'hectare. |
| | *g*) Bourgogne rouge grand ordinaire..... | | 5.600 F par hectolitre récolté en sus de 31 hectolitres à l'hectare. |
| **Guyane.** | | | |
| Canne à sucre.... | Ensemble du département..... | 15.000 | |
| Banane ..... | Idem ..... | 30.000 | |
| Riz ..... | Idem ..... | 10.000 | |
| Cultures maraîchères. | Idem ..... | 140.000 | |
| Cultures vivrières.. | Idem ..... | 20.000 | |

NOTA. — En ce qui concerne les vignes produisant des vins autres que des vins à appellation contrôlée et taxées d'après un tarif fixé en fonction du nombre d'hectolitres récoltés à l'hectare, le bénéfice imposable par hectolitre récolté en sus du minimum exonéré est diminué, s'il y a lieu et quel que soit le mode de libération choisi, de 1.300 F par hectolitre soumis à la distillation pour atténuer les charges d'immobilisation imposées par le décret n° 57-38 du 12 janvier 1957.

## INDUSTRIE ET COMMERCE

**Autorisation à la chambre de commerce d'Angoulême d'accorder sa garantie à la Société de crédit immobilier de la Charente.**

Par arrêté du 7 juin 1957, la chambre de commerce d'Angoulême est autorisée à accorder sa garantie à un emprunt de 70 millions de francs à contracter par la Société de crédit immobilier de la Charente, aux clauses et conditions de la convention annexée audit arrêté.

**Autorisation à la chambre de commerce de Roanne d'accorder sa garantie à un emprunt à contracter par une société coopérative d'habitations à loyer modéré.**

Par arrêté du 7 juin 1957, la chambre de commerce de Roanne est autorisée à accorder sa garantie à un emprunt de 215.300.000 F à contracter par la Société coopérative d'habitations à loyer modéré de Roanne et de la région roannaise, en vue de la réalisation d'un programme de construction de logements.

Cette autorisation est donnée sous réserve d'une convention à intervenir entre la société d'habitations à loyer modéré et l'assemblée consulaire, destinée à sauvegarder la responsabilité financière de cette compagnie.

Les dispositions de cette convention, qui fixeront les obligations de la société d'habitations à loyer modéré en contre-partie de la garantie dont elle bénéficiera, devront être approuvées par le ministre chargé du commerce.

**Service des mines.**

Par arrêté en date du 8 juin 1957, M. Schereschewsky (Léon-Philippe), ingénieur en chef des mines, 1er échelon, en position de disponibilité, est, au titre de l'article L. 6 (1°) du code des pensions civiles et militaires de retraite, admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 25 juillet 1957, date à laquelle il atteindra la limite d'âge.

Par arrêté en date du 11 juin 1957, M. Gonin (Charles-Etienne-Marcel), ingénieur des travaux publics de l'Etat (mines) de classe exceptionnelle à l'arrondissement minéralogique de Bordeaux, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 11 juillet 1957 (limite d'âge).

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

**Transfert de crédits.**

Par arrêté du 31 mai 1957, un crédit de 670.000 F est définitivement annulé au chapitre 31-12: « Universités et observatoires. — Indemnités et allocations diverses » et transféré sur le chapitre 31-93: « Services communs. — Inspection générale et administration académique. — Indemnités et allocations diverses » (art. 7).

**Régies de recettes.**

Le ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, le ministre des affaires économiques et financières et le secrétaire d'Etat aux arts et lettres,

Vu l'article 3 du décret du 8 octobre 1927 relatif à l'organisation des musées nationaux et de l'école du Louvre;

Vu l'arrêté du 30 septembre 1954 fixant le taux des droits scolaires perçus à l'école du Louvre;

Vu le décret n° 51-135 du 3 février 1951 relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes instituées pour le payement de dépenses ou la perception de recettes imputables au budget de l'Etat, aux budgets annexes, aux budgets des établissements publics nationaux ou aux compte spéciaux du Trésor, modifié et complété par le décret n° 53-1271 du 24 décembre 1953;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1952 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents.

Arrêtent:

Art. 1er. — Il est institué auprès de l'école du Louvre à la direction des musées de France une régie de recettes pour la perception des droits suivants:

Droit d'inscription aux cours organiques;
Droit d'inscription aux cours d'histoire générale de l'art;
Droit d'inscription aux cours de muséologie;
Droit d'examen;
Droit de fin d'études;
Droit de thèse ou de mémoire;
Droit de bibliothèque;
Droit d'inscription aux conférences publiques d'histoire de l'art (fondation Rachel-Boyer);
Droit de médecine préventive.

Art. 2. — Les recettes visées à l'article 1er peuvent être versées soit en numéraire, soit par voie de virement ou de versement au crédit du compte courant postal du régisseur, soit par voie de remise de chèques ou ordres de virement établis à l'ordre du Trésor, les chèques étant barrés au nom de la Banque de France. Pour tous les encaissements qu'il effectue, le régisseur délivre soit des quittances extraites d'un registre à souches numérotées pour les droits d'examens, les droits de fin d'études, les droits de thèse ou de mémoire et les droits de médecine préventive, soit des cartes numérotées, extraites de carnets à souches pour chacun des autres droits. Les registres et carnets à souches sont cotés et paraphés par le receveur général des finances de la Seine.

Art. 3. — Le régisseur est tenu, dès que la totalité des recettes atteint la somme de 100.000 F, et quel qu'en soit le montant, le 25 de chaque mois et le 31 décembre en fin d'année, de verser à la caisse du receveur général des finances de la Seine les recettes en numéraire encaissées par ses soins et de virer au crédit du compte courant postal de ce comptable supérieur les sommes encaissées par l'intermédiaire de son compte courant postal.

Lorsque les règlements ont été effectués par chèques ou ordres de virement, ces effets sont transmis au receveur général des finances de la Seine par le régisseur, au plus tard le premier jour ouvrable qui suit le jour de leur réception. Les chèques sont préalablement endossés à l'ordre de ce comptable supérieur.

Le receveur général des finances de la Seine porte le montant des versements en numéraire, des virements postaux et des remises de chèques ou ordres de virement au crédit d'un compte d'attente.

Les dépôts de chèques ou ordres de virement font l'objet d'un bordereau de versement au Trésor.

Art. 4. — Le régisseur arrête le 25 de chaque mois et le 31 décembre en fin d'année ses écritures et procède avec le receveur général des finances de la Seine à la vérification des opérations effectuées au cours du mois. Il établit dans ce but un relevé faisant ressortir par nature les recettes encaissées par ses soins.

Après accord sur le montant des recettes effectuées, le receveur général des finances de la Seine débite le compte d'attente visé à l'article 3 et crédite le compte: « Produits divers », ligne de recettes budgétaires: « Droits d'inscription pour les examens, de diplômes et de scolarité perçus dans les différentes écoles du Gouvernement » à concurrence du montant des droits visés à l'article 1er, à l'exclusion du droit de médecine préventive dont le produit est transféré au receveur-percepteur des droits universitaires, agent comptable de l'université de Paris.

Le montant des recettes de chaque mois imputées au compte: « Produits divers » fait l'objet d'un titre de perception émis par le secrétaire d'Etat aux arts et lettres.

Art. 5. — Le régisseur, nommé par arrêté du secrétaire d'Etat aux arts et aux lettres, est assujetti à un cautionnement qui peut être réalisé en numéraire, en rentes sur l'Etat ou remplacé par la garantie résultant de l'affiliation d'une association française de cautionnement mutuel agréée et perçoit une indemnité de responsabilité. Le montant de ce cautionnement ainsi que le montant de cette indemnité de responsabilité sont fixés conformément aux dispositions de l'arrêté du 12 septembre 1952.

Art. 6. — Le directeur général des arts et des lettres au ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et le directeur de la comptabilité publique au ministère des affaires économiques et financières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1957.

*Le ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
LOUIS CROS.

*Le ministre des affaires économiques et financières,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur de la comptabilité publique,*
Pour le directeur de la comptabilité publique:
*Le chef de service,*
VÉROS.

*Le secrétaire d'Etat aux arts et lettres,*
JACQUES BORDENEUVE.

**Relèvement de certains droits scolaires perçus à l'école du Louvre.**

Par arrêté du 6 juin 1957, le taux des droits scolaires perçus à l'école du Louvre fixé par l'arrêté du 30 septembre 1954 a été modifié ainsi qu'il suit, à compter du 1er octobre 1957:

| | |
|---|---|
| Droit annuel d'inscription aux cours de l'année préparatoire. | 1.200 F. |
| Droit annuel d'inscription aux cours organiques..... | 2.500 |
| Droit annuel d'inscription limité aux cours d'histoire générale de l'art (auditeurs)..... | 1.800 |

**Conseil académique de Bordeaux.**

Par arrêté en date du 5 juin 1957, M. Kuidig, directeur de l'école Saint-Genès, est nommé membre du conseil académique de Bordeaux, en remplacement de M. Renou, ancien directeur de cet établissement, muté à Paris.

**Conseil académique de Lyon.**

Par arrêté en date du 5 juin 1957, M. Pradel, maire de Lyon, est nommé membre du conseil académique de Lyon, en remplacement de M. Herriot, décédé.

**Conseil académique de Paris.**

Par arrêté en date du 5 juin 1957, M. Casati, proviseur du lycée Carnot, est nommé membre du conseil académique de Paris, en remplacement de M. Monteux, proviseur du lycée Janson-de-Sailly, nommé inspecteur de l'académie de Paris.

**Conseil académique de Strasbourg.**

Par arrêté en date du 5 juin 1957, M. Wasmer, député du Haut-Rhin, premier adjoint au maire de Mulhouse, est nommé membre du conseil académique de Strasbourg, en remplacement de M. Obringer, membre sortant du conseil municipal de la ville de Mulhouse.

## MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

**Cabinet du ministre.**

Le ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 28 juillet 1948, modifié le 21 août 1951, portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels;

Vu le décret du 13 juin 1957 portant nominations des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 14 juin 1957 portant nominations de membres du cabinet du ministre de la France d'outre-mer,

Arrête.

Art. 1er. — Sont nommés au cabinet du ministre de la France d'outre-mer:

*Directeur du cabinet.*

M. Jean Soupault, gouverneur de la France d'outre-mer.

*Conseillers techniques.*

M. André Chandernagor, auditeur au conseil d'Etat.
M. Jean-Etienne Sriber, inspecteur de la France d'outre-mer.

*Chargé de missions.*

M. Max Morel, receveur percepteur des finances.

Art. 2. — Le présent arrêté aura effet à compter du 13 juin 1957 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 juin 1957.

GÉRARD JAQUET.

**Délégation de signature.**

Le ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer leur signature par arrêté, modifié par le décret du 13 février 1956;

Vu le décret du 13 juin 1957 portant nominations des membres du Gouvernement;

Vu les arrêtés des 14 et 19 juin 1957 portant nominations des membres du cabinet du ministre de la France d'outre-mer,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation permanente de signature est accordée à M. Jean Soupault, gouverneur de la France d'outre-mer, directeur du cabinet du ministre de la France d'outre-mer, à l'effet de signer au nom du ministre de la France d'outre-mer tous arrêtés, actes ou décisions, à l'exception des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 juin 1957.

GÉRARD JAQUET.

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

**Décret du 20 juin 1957 portant délégation de signature.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu le décret du 13 juin 1957 portant nomination de membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu l'arrêté du 14 juin 1957 portant nomination des membres du cabinet du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Décrète:

Art. 1er. — Délégation permanente et générale est donnée à M. Pierre Prost, conseiller technique, à l'effet de signer, au nom du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française et portera effet à dater du 14 juin 1957.

Fait à Paris, le 20 juin 1957.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*
ÉDOUARD BONNEFOUS.

**Cabinet du sous-secrétaire d'Etat à l'aviation civile.**

Le sous-secrétaire d'Etat à l'aviation civile,

Vu le décret n° 48-233 du 28 juillet 1948 modifié par le décret du 21 août 1951 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels;

Vu le décret du 17 juin 1957 portant nomination de membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — M. Jean Barbier, administrateur civil de classe exceptionnelle au ministère des finances, conseiller financier au secrétariat général permanent de la défense nationale, est nommé chef de cabinet du sous-secrétaire d'Etat à l'aviation civile.

Art. 2. — Le présent arrêté prend effet à partir du 18 juin 1957 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1957.

ACHILLE AUBAN.

**Tarifs de transports routiers de marchandises.**

Le secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme,

Vu l'avant-dernier alinéa de l'article 35 du décret du 14 novembre 1949, modifié, relatif à la coordination et à l'harmonisation des transports ferroviaires et routiers;

Après consultation des organisations syndicales professionnelles;

Vu l'avis du conseil supérieur des transports;

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques consulté,

Arrête:

Art. 1er. — Les tarifs de transports routiers de marchandises et les marges en plus et en moins sont fixés par le tableau annexé au présent arrêté pour les relations, les marchandises et les tonnages énoncés dans ce tableau.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 juin 1957.

AUGUSTE PINTON.

**Tableau annexé à l'arrêté du 7 juin 1957 fixant des tarifs de transports routiers de marchandises.**

| DÉSIGNATION DES RELATIONS ET NATURE DES MARCHANDISES (1) | MARGE d'application (2). | | PRIX DE TRANSPORT A LA TONNE par envoi d'au moins : | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | En plus. | En moins. | 20 tonnes. | 15 tonnes. | 10 tonnes. | 8 tonnes. | 7 tonnes. |
| | P. 100. | P. 100. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| ***Bordeaux aux localités de l'arrondissement de Grenoble ou vice versa.*** | | | | | | | |
| Brais | 20 | 10 | » | 5.000 | 5.600 | » | » |
| Conserves alimentaires | 20 | 10 | » | 6.000 | 6.500 | » | 7.100 |
| Papiers | 20 | 15 | » | 5.600 | 6.000 | » | 7.000 |
| ***Bordeaux—Lyon ou vice versa.*** | | | | | | | |
| Brais | 20 | 10 | » | 4.600 | 5.100 | » | » |
| Conserves alimentaires | 20 | 10 | » | 5.000 | 5.500 | » | 6.100 |
| Huiles minérales en fûts ou en bidons | 20 | 10 | » | 4.600 | 5.100 | » | 5.700 |
| ***Le Havre—Paris ou vice versa.*** | | | | | | | |
| Appareillage électriques, en caisses ou harasses | 20 | 10 | » | » | 2.750 | » | 3.450 |
| Appareillage électrique, autrement conditionné | 20 | 10 | » | » | » | » | 3.450 |
| Cafés verts | 20 | 20 | » | 2.550 | 2.600 | » | 2.750 |
| Graisses non dénommées | 20 | 10 | » | 2.550 | 2.750 | » | 3.150 |
| Huiles minérales en fûts ou bidons | 20 | 20 | » | 2.550 | 2.650 | » | 3.050 |
| ***Lyon—Marseille ou vice versa.*** | | | | | | | |
| Cacao | 20 | 20 | » | 2.900 | 3.050 | » | 3.800 |
| Cafés verts | 20 | 10 | » | 2.900 | 3.200 | » | 3.800 |
| Conserves alimentaires | 20 | 10 | » | 2.900 | 3.200 | » | 3.800 |
| Huiles animales ou végétales | 20 | 10 | » | 2.900 | 3.200 | » | 3.800 |
| Riz | 20 | 20 | » | 2.700 | 3.050 | » | » |
| Semoules | 20 | 15 | 2.600 | » | 2.950 | » | » |
| Sucres | 20 | 20 | » | 2.700 | » | » | » |
| ***Bordeaux—Mazamet et Marseille—Mazamet.*** | | | | | | | |
| Peaux brutes de moutons délainées ou non | 20 | 10 | » | » | 2.650 | » | » |
| ***Marseille—Toulouse ou vice versa.*** | | | | | | | |
| Conserves alimentaires | 20 | 10 | » | 3.100 | 3.450 | » | » |
| Produits chimiques non dangereux | 20 | 10 | » | 3.100 | 3.300 | » | » |
| Savons communs et de Marseille | 20 | 10 | » | » | 3.600 | » | 4.300 |
| Pâtes alimentaires | 20 | 10 | » | 3.100 | 3.450 | » | » |
| Sucres | 20 | 10 | » | » | » | » | » |
| ***Nancy—Paris ou vice versa.*** | | | | | | | |
| Appareillage électrique en caisses ou harasses | 20 | 10 | » | » | 3.450 | » | 4.000 |
| Bouteilles, autres qu'emballages en retour | 20 | 10 | » | » | 3.300 | 3.700 | » |
| Conserves alimentaires | 20 | 15 | » | 3.050 | 3.450 | 3.800 | » |
| Huiles animales ou végétales | 20 | 10 | » | 3.000 | 3.300 | » | 3.800 |
| Huiles minérales en fûts ou en bidons | 20 | 15 | » | 3.050 | 3.450 | 3.800 | » |
| Produits pharmaceutiques | 20 | 10 | » | » | » | » | 4.350 |
| Produits chimiques non dangereux : liquides autrement conditionnés que citernes | 20 | 10 | » | » | » | » | 3.800 |
| Sucres | 20 | 20 | 2.800 | » | 3.300 | » | » |
| Tubes et tuyaux métalliques | 20 | 15 | » | 3.000 | 3.300 | » | 3.800 |
| Verrerie commune en caisses ou harasses | 20 | 10 | » | » | » | 3.800 | » |
| ***Hagondange, Hayange, Homécourt, Séremange, Thionville à Paris.*** | | | | | | | |
| Tôles d'acier | 20 | 10 | 2.800 | 3.000 | 3.300 | » | » |
| ***Varangeville—Paris.*** | | | | | | | |
| Sel gemme ou marin | 20 | 20 | 3.000 | » | 3.450 | » | » |
| Soude | 20 | 20 | » | 3.100 | 3.450 | » | 3.750 |
| ***Varangeville—Orléans.*** | | | | | | | |
| Sel gemme ou marin | 20 | 10 | 3.650 | » | » | » | » |
| ***Localité des arrondissements de Quimper et de Châteaulin (Finistère) à localité de Seine ou Seine-et-Oise.*** | | | | | | | |
| Conserves alimentaires | 20 | 15 | » | 4.800 | 5.300 | » | 6.000 |
| ***Localité des arrondissements de Quimper et de Châteaulin (Finistère) à localité de Seine-et-Marne.*** | | | | | | | |
| Conserves alimentaires | 20 | 10 | » | 5.100 | 5.600 | » | 6.500 |
| ***Orléans—Nancy ou vice versa.*** | | | | | | | |
| Verrerie commune | 20 | 10 | » | » | » | 4.300 | » |

(1) Les prix de transport s'entendent, sauf indications contraires figurant dans le tableau, de localité à localité définissant les relations; ces prix s'appliquent également aux localités situées dans une zone s'étendant à 5 km au delà de la périphérie des localités désignées. Exceptionnellement pour Paris, cette zone englobe le département de la Seine; elle s'étend à 10 km au lieu de 5 pour les villes de Lyon et Marseille.

(2) Marges d'application : les prix de transport sont établis librement par les entreprises dans les limites de ces marges.

## MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

**Services extérieurs.**

Par arrêté du 21 mai 1957, M. Chabrerie (Eugène), secrétaire administratif, est chargé, par intérim, des fonctions de délégué adjoint à la direction des anciens combattants et victimes de guerre du Maroc, à Casablanca, du 1er juillet au 4 août 1957.

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE NATIONALE

**Ordre du jour du vendredi 21 juin 1957.**

**A quinze heures. — 1re SÉANCE PUBLIQUE**

**1.** — Nomination, par suite de vacances, d'un vice-président de l'Assemblée nationale.

**2.** — Vote des propositions de résolution: 1° de MM. Jean Lefranc et Bricout (n° 4108) tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir immédiatement une politique d'augmentation des emblavements betteraviers, notamment par la fixation à la production de prix suffisamment rémunérateurs et la suppression des prélèvements destinés à assurer l'exportation; 2° de M. Lalle et plusieurs de ses collègues (n° 4220) tendant à inviter le Gouvernement à organiser la production betteravière en fonction des perspectives auxquelles notre économie doit faire face. (Rapport adopté à la majorité absolue des membres composant la commission.) (N° 4711. — M. Bricout, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**3.** — Vote de la proposition de résolution (n° 2209) de MM. Gilles Gozard et Marcel David, tendant à inviter le Gouvernement à faciliter l'installation du téléphone dans les zones rurales. (Rapport adopté à la majorité absolue des membres composant la commission.) (N° 4762. — M. Juskiewenski, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**4.** — Vote des propositions de loi: 1° de M. Hénault et plusieurs de ses collègues tendant à la protection du beurre fermier, par la création d'un label d'origine et l'emploi de conservateurs; 2° de M. Fauchon (n° 2919) relative à la défense du beurre fermier; II. de la proposition de résolution de M. Le Caroff et plusieurs de ses collègues (n° 2812) tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'interdiction de l'emploi d'un conservateur chimique pour les beurres fermiers. (Rapport adopté à la majorité absolue des membres composant la commission.) (Nc 4766. — M. Pelleray, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**5.** — Vote de la proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, tendant à organiser et à généraliser l'enseignement du code de la route. (Rapport adopté à la majorité absolue des membres composant la commission.) (Nos 2170, 4681. — M. Philippe Vayron, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**6.** — Vote du projet de loi, adopté par le Conseil de la République, tendant à compléter la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. (Rapport adopté à la majorité absolue des membres composant la commission.) (Nos 3881, 4813. — Mlle Rumeau, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**7.** — Vote, en deuxième lecture, de la propostion de loi tendant à modifier l'article 2101 du code civil et l'article 519 du code du commerce. (La commission conclut au rejet de la proposition de loi.) (Nos 43, 5011. — M. Isorni, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**8.** — Vote du projet de loi (n° 3537) portant modification de certaines dispositions de la loi du 6 janvier 1950 en ce qui concerne le statut du Conseil économique. (N° 5014. — M. Dejean, rapporteur.) (*Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.*)

**9.** — Vote en deuxième lecture de la proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation. (Nos 4708-5060. — M. Isorni, rapporteur.) (*Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.*)

**10.** — Réponses des ministres aux questions orales suivantes:

I. — Mlle Rumeau, en rappelant à M. le secrétaire d'Etat à l'agriculture que le gel du mois de février a occasionné des dégâts importants dans les accessoires de la culture maraîchère (robinetterie, canalisations, caoutchoucs, tuyauteries, moteurs de pompes, etc.), lui demande s'il envisage de faire bénéficier de la baisse de 15 p. 100 sur le matériel agricole, les instruments et accessoires nécessaires à la culture maraîchère (2e appel)

II. — M. Badie demande à M. le ministre des affaires étrangères, compte tenu de ce que la convention d'établissement n'a pas encore été signée, quelles garanties ont été exigées du Gouvernement marocain en contre-partie du dernier versement effectué, s'élevant à plus de 8 milliards, et s'il est possible, pour le Gouvernement français, de savoir si le montant de ces avances sera affecté à des dépenses d'équipement ou de fonctionnement (2e appel).

III. — M. Ulrich appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes, télégraphes et téléphones sur le mécontentement qui se manifeste actuellement parmi de nombreuses catégories de personnels de son administration, dont la situation matérielle n'est en rapport ni avec les difficultés de leur fonction, ni avec le coût de la vie; et lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour donner satisfaction aux légitimes revendications de ces agents de l'Etat (2e appel).

IV. — M. Bernard Paumier demande à M. le secrétaire d'Etat à l'agriculture quelles mesures ont été prises, en application de l'article 3 de la loi n° 56-692 du 16 juillet 1956, pour assurer l'écoulement des quantités d'orge offertes et, notamment, pour assurer la livraison prioritaire des producteurs commercialisant moins de 200 quintaux d'orge.

V. — M. Couturaud demande à M. le ministre des finances, des affaires économiques et du plan: 1° quel est le responsable de l'erreur qui a eu pour conséquence l'annonce d'une augmentation du prix de l'essence, décision rapportée par la suite; 2° quel est le montant de la somme qui a été perçue ainsi illégalement par le Trésor et comment sera-t-elle comptabilisée; 3° comment et par qui seront remboursés les automobilistes qui ont supporté cette augmentation et sont par conséquent victimes de cette erreur; 4° comment et par qui seront remboursés les pompistes qui ont été livrés et ont payé avec ladite augmentation; 5° quelle sanction sera prise contre le ou les commerçants qui auront, par erreur, demandé un prix supérieur sur un produit taxé (produits alimentaires rentrant dans les 213 articles, par exemple).

VI. — M. Bricout demande à M. le secrétaire d'Etat au travail et à la sécurité sociale: 1° les raisons pour lesquelles l'allocation supplémentaire aux vieux travailleurs salariés, prévue par la loi portant institution d'un fonds national de solidarité et dont le montant a été fixé à 31.200 F, n'a pas encore été versée à tous les ayants droit; 2° les mesures qu'il compte prendre d'urgence pour donner aux vieux travailleurs salariés la possibilité de percevoir immédiatement l'allocation qui leur est due, étant donné la hausse constante des prix et que, par ailleurs, le financement du fonds national de solidarité est assuré par des impôts et taxes spéciales supplémentaires décrétées par le Gouvernement.

VII. — M. Pierre Ferrand demande à M. le secrétaire d'Etat au budget quelles conséquences il entend tirer du vote par le Conseil de la République, à une forte majorité, d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'application du nouveau régime des patentes et leur permettre d'équilibrer leur budget alors que leurs charges s'accroissent dans des proportions considérables.

VIII. — M. Montalat demande à M. le secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce: 1° quels sont les départements qui pourront bénéficier de la distribution du gaz de Lacq; 2° quel sera, pour chaque département, le prix de cession; 3° si la Corrèze est incluse dans la liste des départements bénéficiaires; 4° s'il est exact que des travaux soient actuellement en cours d'exécution afin d'amener le gaz de Lacq dans la région parisienne.

IX. — M. Pierre Garet signale à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de l'information, qu'il est toujours impossible, ainsi que les services ministériels le savent, de prendre correctement une émission de télévision à Amiens. Il lui demande: 1° ce que sont devenus les crédits mis de côté depuis plusieurs années pour l'installation d'un émetteur à Amiens et la mise en service d'une station régionale; 2° les raisons pour lesquelles on n'envisagerait plus qu'une desserte par ondes indirectes, avec un émetteur lointain et seulement dans deux années au moins, solution que ne peuvent accepter les Amiénois qui ont le droit d'être traités aussi bien que les habitants des autres grandes villes de France.

X. — M. Frédéric-Dupont demande à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme quelle est sa décision sur l'utilisation de la voie ferrée existant entre Orsay et Paris et sur l'utilisation de la gare d'Orsay comme gare terminus de l'aérodrome d'Orly. Il attire son attention sur l'urgence d'une décision au moment où les préfets de la Seine et de police soumettent au conseil municipal de Paris des plans d'urbanisme susceptibles d'être modifiés suivant l'utilisation définitive de la gare d'Orsay.

**11.** — Fixation de l'ordre du jour.

**12.** — Discussion des conclusions du rapport (n° 5189) de la commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la résolution, adoptée par le Conseil de la République, demandant à l'Assemblée nationale une prolongation des délais prévus par l'article 20 de la Constitution concernant les projets et propositions de loi qui ont été transmis au Conseil de la République par l'Assemblée nationale. (N° 5063. — M. Paul Coste-Floret, rapporteur.)

**13.** — Discussion du projet de loi (n° 5169) portant assainissement économique et financier. (N° 5178. — M. Francis Leenhardt, rapporteur général.)

**A vingt et une heures. — 2e SÉANCE PUBLIQUE**

Suite de la discussion du projet de loi (n° 5169) portant assainissement économique et financier. (N° 5178. — M. Francis Leenhardt, rapporteur général.)

**Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le vendredi 21 juin 1957.**

N° 2575 (rectifié). — Proposition de loi de M. Pierre de Chevigné concernant les conditions d'imposition des lotisseurs (renvoyé à la commission des finances).

N° 5000. — Proposition de loi de M. Fauchon tendant à modifier et à compléter la législation précisant la définition des accidents du travail en agriculture (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 5035. — Proposition de résolution de M. Halbout tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures nécessaires à l'effet de: 1° assurer la gestion et la réalisation des habitations à bon marché ou à loyer modéré des Français de Tunisie obligés de regagner la métropole; 2° procurer à ces derniers un logement en France (renvoyée à la commission des affaires étrangères).

N° 5117. — Proposition de loi de M. Maurice Schumann tendant à étendre le bénéfice des majorations pour enfants, prévues aux articles L. 31 et L. 51 du code des pensions civiles et militaires de retraite, aux fonctionnaires civils et militaires titulaires d'une pension proportionnelle et, en même temps, titulaires d'une pension au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (renvoyée à la commission des pensions).

N° 5121. — Proposition de loi de M. Lucien Nicolas tendant à modifier les règles d'attribution de la Légion d'honneur aux anciens combattants de 1914-1918 possédant les cinq titres de guerre, et à rouvrir les délais prescrits pour le dépôt des propositions (renvoyée à la commission de la défense nationale).

N° 5151. — Projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative, et l'habilitant à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire (renvoyé à la commission de l'intérieur).

N° 5155. — Rapport de M. Gaillemin, au nom de la commission de la défense nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier les attributions de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires faites au titre des décrets du 17 août 1949 et du 23 mars 1951 portant création d'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des militaires prenant part aux opérations d'Extrême-Orient.

N° 5163. — Rapport de M. Billat, au nom de la commission de la défense nationale, sur les propositions de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 22 juillet 1918 accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs.

N° 5165. — Rapport de M. Le Pen, au nom de la commission de la défense nationale, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à célébrer avec une solennité toute particulière la fête nationale en décrétant le 14 juillet 1957 journée nationale de l'Algérie française.

N° 5173. — Proposition de loi de M. Le Pen tendant à la répression du terrorisme (renvoyée à la commission de la justice).

N° 5174 (1). — Proposition de résolution de M. Fontanet tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'aide nécessaire aux populations des vallées alpines, victimes des inondations catastrophiques de juin 1957, et à permettre le rétablissement le plus rapide possible de la vie économique dans ces régions (renvoyée à la commission des finances).

N° 5175. — Rapport de M. Rolland, au nom de la commission de la justice, sur les propositions de loi et de résolution tendant à compléter l'article 3 du décret du 9 août 1953 pris en vertu de la loi du 11 juillet 1953 portant redressement économique et financier et modifiant la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée.

N° 5177 (1). — Proposition de résolution de M. Bayrou tendant à inviter le Gouvernement à célébrer le centenaire du 1er bataillon de tirailleurs sénégalais et à déposer un projet de loi portant création d'un contingent spécial de la Légion d'honneur et de la médaille militaire à l'occasion de ce centenaire (renvoyée à la commission de la défense nationale).

N° 5178. — Rapport de M. Francis Leenhardt, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi portant assainissement économique et financier.

N° 5189 (1). — Rapport de M. Paul Coste-Floret, au nom de la commission du suffrage universel, sur la résolution transmise par M. le président du Conseil de la République demandant à l'Assemblée nationale une prolongation des délais prévus par l'article 20 de la Constitution concernant les projets et propositions de loi qui ont été transmis au Conseil de la République par l'Assemblée nationale.

N° 5202 (1). — Proposition de loi de M. Gaston Julian tendant à ouvrir un crédit de 20 milliards de francs en vue de la réparation des dommages subis par les personnes physiques et les collectivités locales et départementales ainsi que de l'indemnisation des travailleurs salariés privés de leur emploi du fait des graves inondations survenues en juin 1957 dans les départements des Hautes-Alpes, de la Savoie, des Basses-Alpes et des Alpes-Maritimes (renvoyée à la commission des finances).

N° 5203. — Proposition de loi de M. Pierre Charles tendant à l'organisation financière du Sahara pour permettre l'exploitation des richesses et ressources de ce territoire français (renvoyée à la commission des finances).

(1) Tirage restreint.

**Commission de l'éducation nationale.**

*Séance du mercredi 19 juin 1957.*

*Présents.* — MM. Baudry d'Asson (de), Binot, Bouloux, Boutavant, Deixonne, Delachenal, Desouches, Mlle Dienesch, MM. Doutrellot, Ducos, Mmes Grappe, Lempereur, M. Léotard (de), Mlle Marzin, MM. Monnier, Perche, Pierrard, Prisset, Raingeard, Mlle Rumeau, MM. Thamier, Tourtaud, Tubach, Vayron, Viatte.

*Suppléants.* — MM. Barel (de M. d'Astier de La Vigerie), Juskiewenski (de M. Marcel Cartier), Bihat (de M. Cogniot), Péron (de M. Garaudy), Thoral (de M. Le Strat), Palmero (de M. Rincent).

**Commission des affaires économiques.**

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents.* — MM. Balestreri, Baudry d'Asson (de), David (Jean-Paul) (Seine-et-Oise), Mme Estachy, MM. Garat, Grandin, Hugues (André) (Seine), Jarrosson, Julian (Gaston), Klock, Lainé (Raymond) (Cher), Lespiau, Orvoen, Pirot, Rolland, Schumann (Maurice) (Nord), Vals (Francis).

*Suppléants.* — MM. Goudoux (de M. Castera), Musmeaux (de M. Alphonse Denis), Bourbon (de M. Julian), Rieu (de M. Lespiau).

**Commission des affaires étrangères.**

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents.* — MM. Bidault (Georges), Billoux, Dronne, Duprat (Gérard), Jacquinot (Louis), July, Kriegel-Valrimont, Laniel (Joseph), Mayer (Daniel), Moustier (de), Mutter (André), Naegelen (Marcel-Edmond), Pourtalet, Réoyo, Rieu, Savary, Schuman (Robert) (Moselle).

*Excusés.* — MM. Bouhey, Devinat.

*Suppléant.* — M. André Bégouin (de M. Vassor).

**Commission des finances.**

*1re séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents.* — MM. Boisdé (Raymond), Bonnet (Georges), Brusset (Max), Caillavet, Charles (Pierre), Chauvet, Colin (André), Courant, Dagain, Darou, David (Marcel), Dorey, Frédéric-Dupont, Gozard (Gilles), Icher, Jean-Moreau, Lamps, Leenhardt (Francis), Louvel, Mazier, Meunier (Pierre), Panier, Paquet, Paumier, Pflimlin, Privat, Ramette, Reynaud (Paul), de Tinguy, Tourtaud.

*Excusé.* — M. Pelat.

*Suppléants.* — MM. Arrighi (Pascal), Chatelain, Durbet, Hénault.

*2e séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents.* — MM. Boisdé (Raymond), Bonnet (Georges), Brusset (Max), Caillavet, Charles (Pierre), Chauvet, Colin (André), Courant, Dagain, Darou, David (Marcel), Dorey, Frédéric-Dupont, Gabelle, Gaumont, Gozard (Gilles), Icher, Jean-Moreau, Lamps, Leenhardt (Francis), Louvel, Marcellin, Mazier, Meunier (Pierre), Panier, Paquet, Paumier, Pflimlin, Privat, Ramette, Reynaud (Paul), de Tinguy, Tourtaud.

*Excusé.* — M. Pelat.

*Suppléants.* — MM. Arrighi (Pascal), Barbot, Charpentier, Chatelain, Durbet, Giscard d'Estaing, Goudoux, Hénault.

*Assistaient en outre à la séance.* — MM. Gosset, Rolland, Duveau, Titeux, Gilbert Martin.

### Commission de l'intérieur.

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents.* — MM. Barbot (Marcel), Bégouin (André) (Charente-Maritime), Bricout, Cristofol, Gagnaire, Le Floch, Levindrey, Mérigonde, Merle, Montalat, Nicolas (Maurice) (Seine), Priou, Rocière, Tamarelle, Vignard.

*Excusés.* — MM. Brocas, Isorni.

*Suppléants.* — MM. Helluin (de M. Gayrard), Delabre (de M. Durroux), Montel (Eugène) (de M. Provo), Billat (de M. Marrane), Engel (de M. Cartier [Gilbert]).

### Moyens de communication et tourisme.

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents.* — MM. Virgile Barel, Barthélemy, Benoit (Alcide), Bichet (Robert), Demusois, Dufour, Dumortier, Faraud, Fontanet, Leclercq, Mailhe, Midol, Montel (Eugène) (Haute-Garonne), Noël (Marcel), Notebart, Parrot, Mme Prin, MM. Ranoux, Regaudie, Mme Reyraud, MM. Schaff, Schmitt (Albert), Souquès.

*Excusés.* — MM. de Bailliencourt, Penoy, Berthet.

### Commission des pensions

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents.* — MM. Angibault, Arabi El Goni, Bégouin (Lucien) (Seine-et-Marne), Boccagny, Cormier, Couturaud, Delabre, Dixmier, Dufour, Mme Gabriel-Péri, MM. Garat (Joseph), Guibert, Mouton, Nicolas (Lucien), Penven, Perroy, Ranoux, Thoral.

*Suppléant.* — M. Billat (de M. Casanova).

### Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions.

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents.* — MM. Ballanger (Robert), Billat, Bourbon, Bouxom, Coste-Floret (Paul), David (Jean-Paul) (Seine-et-Oise), Dejean, Gissard d'Estaing, Mme Lefebvre (Francine), MM. Mazuez (Pierre-Fernand), Mignot, Moisan, Perche, Péron (Yves), Triboulet, Verdier.

*Excusé* — M. Barrachin.

*Suppléants.* — MM. Rieu (de M. Demusois), Engel (de M. Mamadou Dia), Bouloux (de M. Jacques Duclos), Mlle Rumeau (de M. Juge), Mme Estachy (de M. Kriegel-Valrimont), M. Tricart (de M. André Mercier), Mme Boutard (de M. Ramette), MM. Orvoen (de M. Raymond-Laurent), Lux (de M. Teitgen).

### Commission du travail et de la sécurité sociale.

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents.* — MM. Bacon, Besset, Bouret, Bouxom, Cormier, Couturaud, Durbet, Gagnaire, Mme Guérin (Rose), MM. Helluin (Georges), Mme Lefebvre (Francine), MM. Legagneux, Musmeaux, Ramel, Thibaud (Marcel) (Loire), Titeux, Vuillien.

*Excusés.* — MM. Meck, Ulrich, Boisdé.

*Suppléants.* — MM. Picot (de M. Ansart), Diat (de M. Coquel), Scheider (de M. Reynès), Fourvel (de M. Louis Dupont), Thoral (de M. Massel), Notebart (de M. Monnerville), Delabre (de M. Coutant), Benoit (de Mme Galicier), Roucaute (de M. Jourd'hui), Mme Rayraud (de M. Renard).

### Convocations de commissions.

**La séance de la commission de l'agriculture, suspendue le jeudi 20 juin 1957, sera reprise le vendredi 21 juin 1957, à quatorze heures trente (local de la commission n° 232):**

**Avis de M. Gilbert Martin sur le projet financier.**

La commission de la justice et de législation se réunira le vendredi 21 juin 1957, à seize heures (local de la commission du suffrage universel n° 249):

I. — Examen de la demande de prolongation de délai présentée par le Conseil de la République pour l'examen de la proposition de loi relative à l'amnistie au Cameroun.

II. — Examen du projet de loi (n° 5172) autorisant le Président de la République à ratifier la convention judiciaire entre la France et la Tunisie signée à Tunis le 9 mars 1957 et portant dispositions d'application de ladite convention. — Nomination du rapporteur.

III. — Examen du projet de loi (n° 5171) relatif aux magistrats, fonctionnaires et auxiliaires de la justice de nationalité française, en service en Tunisie et au Maroc. — Nomination du rapporteur.

### Réunions du vendredi 21 juin 1957.

Conférence des présidents, à onze heures quinze. — Cabinet de M. le président.

8e bureau. — Validation de M. Fulchiron, à onze heures trente. — Local n° 264.

Commission des affaires étrangères, à neuf heures trente. — Salle Colbert.

Commission de l'agriculture, à quatorze heures trente. — Local n° 232.

Commission de la justice et de législation, à seize heures. — Local n° 249.

Commission de la production industrielle et de l'énergie, à quatorze heures. — Local n° 264.

## CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

### Ordre du jour du lundi 24 juin 1957.

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

**1.** — Discussion des conclusions du rapport portant, au nom de la commission de la France d'outre-mer, proposition de décision sur le décret n° 57-240 du 24 février 1957, examiné en première lecture par l'Assemblée nationale, en application de l'article 1er de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, instituant une université à Dakar. (N° 629, session de 1956-1957. — M. Quenum-Possy-Berry, rapporteur.)

**2.** — Discussion des conclusions du rapport portant, au nom de la commission de la France d'outre-mer, proposition de décision sur le décret du 24 février 1957, examiné en première lecture par l'Assemblée nationale, en application de l'article 1er de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 portant institution d'un conseil de Gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale en Côte française des Somalis. (Nos 632 et 663, session de 1956-1957. — M. Marius Moutet, rapporteur.)

**3.** — Discussion des conclusions du rapport portant, au nom de la commission de la France d'outre-mer, proposition de décision sur le décret n° 57-243 du 24 février 1957, examiné en première lecture par l'Assemblée nationale, en application de l'article 1er de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 instituant dans les territoires d'outre-mer une procédure d'expropriation spéciale pour certaines terres acquises à la suite d'octroi de concessions domaniales. (N° 635, session de 1956-1957. — M. Marius Moutet, rapporteur.)

**4.** — Discussion des conclusions du rapport portant, au nom de la commission de la France d'outre-mer, proposition de décision sur le décret n° 57-246 du 24 février 1957, examiné en première lecture par l'Assemblée nationale, en application de l'article 1er de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 relatif au recouvrement des sommes dues par les employeurs aux caisses de compensation des prestations familiales installées dans les territoires d'outre-mer et et au Cameroun. (N° 636, session de 1956-1957. — M. Quenum-Possy-Berry, rapporteur.)

**5.** — Discussion des conclusions du rapport portant, au nom de la commission de la France d'outre-mer, proposition de décision sur le décret du 24 février 1957, examiné en première lecture par l'Assemblée nationale, en application de l'article 1er de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, portant institution d'un conseil de Gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale en Nouvelle-Calédonie. (Nos 637 et 661, session de 1956-1957. — M. Ohlen, rapporteur.)

**6.** — Discussion des conclusions du rapport, portant au nom de la commission de la France d'outre-mer, proposition de décision sur le décret du 24 février 1957, examiné en première lecture par l'Assemblée nationale, en application de l'article 1er de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, portant institution d'un conseil de Gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale aux Comores. (Nos 638 et 664, session de 1956-1957. — M. Jacques Grimaldi, rapporteur.)

**7.** — Discussion des conclusions du rapport portant, au nom de la commission de la France d'outre-mer, proposition de décision sur le décret du 24 février 1957, examiné en première lecture par l'Assemblée nationale, en application de l'article 1er de la loi

n° 56-619 du 23 juin 1956, portant institution d'un conseil de Gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans les Etablissements français de l'Océanie. (N°° 639 et 660, session de 1956-1957. — M. Florisson, rapporteur.)

8. — Discussion des conclusions du rapport portant, au nom de la commission de la France d'outre-mer, proposition de décision sur le décret du 24 février 1957, examiné en première lecture par l'Assemblée nationale, en application de l'article 1er de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, portant déconcentration administrative par transfert d'attributions des services centraux du ministère de la France d'outre-mer. (N° 641, session de 1956-1957. — M. Marius Moutet, rapporteur.)

9. — Discussion des conclusions du rapport portant, au nom de la commission de la France d'outre-mer, proposition de décision sur le décret n° 57-245 du 24 février 1957, examiné en première lecture par l'Assemblée nationale, en application de l'article 1er de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, sur la réparation et la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer et au Cameroun. (N° 641, session de 1956-1957, M. Quenum Possy-Berry, rapporteur, et n° , session de 1956-1957, avis de la commission du travail et de la sécurité sociale, M. ..., rapporteur.)

### Nomination d'un membre d'un organisme extraparlementaire.

Dans sa séance du jeudi 20 juin 1957, le Conseil de la République a nommé M. Laffargue, vice-président du comité financier du conseil d'administration de la caisse autonome d'amortissement.

### Commission des boissons.

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents.* — MM. Aguesse, Jean Bène, Georges Bernard, Brettes, Cuif, Etienne Gay, de Geoffre, Grégory, Meillon, Monsarrat, Péridier, Jules Pinsard.

*Excusés.* — MM. Henri Cordier, Hoeffel, Marc Pauzet, Sauvêtre, Thibon, Verneuil.

*Suppléants.* — MM. Enjalbert, Gaspard, Monichon, Repiquet.

### Commission de la France d'outre-mer.

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents.* — MM. Jules Castellani, Cerneau, Claireaux, Courroy, Durand-Réville, Jacques Grimaldi, Mahamane Haïdara, Motais de Narbonne, François Schleiter, Symphor.

*Suppléants.* — MM. Florisson, Marius Moutet, Ohlen, Ramampy.

*Excusés.* — MM. Boisrond, Chamaulte, Josse, de Lachomette, Quenum-Possy-Berry, Razac, Raymond Susset.

### Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression).

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents.* — M. Martial Brousse, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Robert Chevalier, Dassaud, Jean Fournier, de Montullé, Parisot, Michel Yver.

*Suppléants.* — MM. Ramampy, Robert.

*Excusés.* — MM. Auberger, Radius.

### Commission de la presse, de la radio et du cinéma.

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents.* — MM. Jean Bène, Brizard, Gaspard, Le Sassier-Boisauné.

*Excusés.* — MM. Lamousse, Hubert Pajot, Plazanet.

### Commission de la production industrielle.

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents.* — MM. Auguste-François Billiémaz, Bousch, Henri Cornat, Deguise, Descours-Desacres, Laurent-Thouverey, Suran, Vanrullen, de Villoutreys.

*Assistait, en outre, à la séance.* — M. Courrière.

*Excusés.* — MM. Bonnet, Coudé du Foresto, Droussent, Lebreton, Longchambon, Raymond Pinchard, Tharradin.

### Commission de la reconstruction et des dommages de guerre.

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents.* — MM. Louis André, Marcel Bertrand, Boutonnat, Canivez, Cuif, Driant, Jozeau-Marigné, Mistral, Perrot-Migeon, Edgard Pisani, Plazanet, Pugnet, Vandaele.

*Excusé.* — M. Perdereau.

*Suppléants.* — MM. Bousch, Waldeck L'Huillier.

### Convocations de commissions.

La commission de la France d'outre-mer se réunira le vendredi 21 juin 1957, à seize heures (local n° 215):

I. — Discussion des rapports de M. Marius Moutet sur la décision (n° 635, session 1956-1957) concernant le décret instituant une procédure d'expropriation dans les territoires d'outre-mer et les rapports de M. Quenum-Possy-Perry sur les décisions (n°° 629, 636, 641, session 1956-1957) concernant l'université de Dakar, les accidents du travail dans les territoires d'outre-mer et les caisses de compensation.

II. — Discussion de la proposition de loi (n° 698, session 1956-1957) de M. Ramampy tendant à modifier le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative et d'assemblées provinciales à Madagascar. — Nomination d'un rapporteur.

III. — Questions diverses.

La commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les affaires d'Indochine se réunira le mercredi 26 juin 1957, à dix heures trente (local n° 201):

I. — Exposé de M. Jean Sainteny, délégué général de la France auprès de la République démocratique du Nord-Viet-Nam, sur la situation actuelle au Nord-Viet-Nam.

II. — Questions diverses.

### Réunion de commission du vendredi 21 juin 1957.

Commission de la France d'outre-mer, local n° 215. — Seize heures.

# INFORMATIONS
## RELATIVES
# A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

### Ordre du jour du lundi 24 juin 1957.

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier: 1° le traité instituant la Communauté économique européenne et ses annexes; 2° le traité instituant la communauté européenne de l'énergie atomique; 3° la convention relative à certaines institutions communes aux communautés européennes, signés à Rome le 25 mars 1957. (N°° 319, 387 et 388, session 1956-1957. — MM. Vignes et Bégarra, rapporteurs de la commission des relations extérieures. — Avis de la commission des affaires économiques, M. Jean Oliéon, rapporteur; n° 392, session 1956-1957, avis de la commission des affaires financières, M. Marcel Léger, rapporteur; n° 394, session 1956-1957, avis de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts, M. Georges Monnet, rapporteur; n° 393, session 1956-1957, avis de la commission de la défense de l'Union française, M. Reyt, rapporteur; avis de la commission du plan, de l'équipement et des communications, M. Rocaglia, rapporteur; n° 391, session 1956-1957, avis de la commission de politique générale, M. Boisdon, rapporteur, et n° 398, session 1956-1957, avis de la commission des affaires sociales, Mlle Le Ber, rapporteur.

### Nominations de membres de commissions.

Dans sa séance du jeudi 20 juin 1957, l'Assemblée de l'Union française a nommé:

S. A. R. la princesse Tiao Khammao membre de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer.

MM. Pheng et Sim Var membres de la commission des affaires financières.

Mme Cremieux membre de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Perier.

M. Pheng membre de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts.

M. Thonn Ouk membre de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales.

M. Georget membre de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles, en remplacement de M. Perier.

M. Kaoüza membre de la commission de comptabilité, en remplacement de M. Perier.

### Affaires financières.

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents:* MM. Antonini, Avinin, Bernier, Cazelles, Cornet, David-Darnac, Léger, Lounda, Montrat, Reverbori, Schleiter. *Suppléants:* M. Antonini de M. Bème, M. Avinin de M. Eschenbrenner, M. Bernier de M. Ya Doumbia, M. Cornet de M. Gay, M. David-Darnac de M. Frédet.

*Assistaient en outre à la séance:* MM. Peltier, ingénieur général des ponts et chaussées, directeur des ports maritimes au ministère des travaux publics; M. Babinet, adjoint au directeur des ports; Coquand, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Postel-Vinay, directeur général de la caisse centrale de la France d'outre-mer; Jacobson, président de la commission du plan.

### Affaires sociales.

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents:* MM. Courtois, Deroux, Dubois, Dumas, Mme Eboué-Tell, Mlle Le Ber, Mme Malroux, MM. Sylla, Thomas. *Suppléants:* M. Courtois de M. Bégarra, M. Deroux de M. Sarr, M. Dubois de M. Theetten, Mlle Le Ber de M. La Gravière, Mme Malroux de M. Bernier, M. Sylla de M. Marceau Dupuy.

*Excusés:* MM. Bégat et Burkhardt.

### Agriculture, élevage, chasses, pêches et forêts.

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents:* M. Bour (Alfred), Mme Crémieux, MM. Dusseaulx (Roger), Guiter (Jean), Guyard, Isautier, Monnet (Georges), Reyt, Sarraut (Omer). *Suppléants:* M. Alfred Bour de M. Iba Zizen, M. Dède de M. Viniger, M. Roger Dusseaulx de M. Charles, M. Jean Guiter de M. L'Huillier, M. Guyard de M. Ahmed Abdallah, M. Georges Monnet de M. Menguy, M. Reyt de M. Berthé, M. Omer Sarraut de M. Costes.

### Comptabilité.

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents:* MM. Antonini, Bour (Alfred), Cazelles, Dède, Léger, Levy (Roger), Montrat. *Suppléants:* M. Antonini de M. Chiarasini, M. Dède de M. Rogier, M. Lévy (Roger) de M. Georget.

### Défense de l'Union française.

*Séance du jeudi 20 juin 1957.*

*Présents:* MM. André (Max), Aubert, Castex, Dardelle, Fleury, Georget, de Gouyon, Guiter (Jean), Laurent-Eynac, Legentilhomme, Letourneau, Reyt, Schleiter, Schneider. *Suppléants:* M. de La Malène de M. Bazé, M. Jean Guiter de M. Jean-Bertrand Audu, M. Fleury de M. Theetten, M. Cazelles de M. Roger Lévy, M. Charles-Cros de M. Reverbori, M. Schneider de M. Raphaël-Leygues, M. Laurent-Eynac de M. Rencurel.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

## Ministère des finances, des affaires économiques et du plan.

### Avis concernant le tirage au sort d'obligations 4 1/2 p. 100 1929-1948 des postes, télégraphes et téléphones (échéance du 15 août 1957).

Le 17 juin 1957, il a été procédé publiquement, dans l'une des salles du ministère des finances, au tirage au sort de seize séries d'obligations de l'emprunt 4 1/2 p. 100 1929-1948 des postes, télégraphes et téléphones.

Le sort a désigné les séries nos 1, 6, 10, 103, 108, 203, 207, 209, 221, 222, 227, 235, 316, 320, 324, 355.

Le remboursement des obligations appartenant aux séries susdésignées pourra être obtenu, à compter du 15 août 1957, auprès de l'une des caisses publiques suivantes:

Recette générale des finances et paierie générale de la Seine; trésoreries générales; recettes particulières des finances; recettes-perceptions et perceptions; recette des postes, télégraphes et téléphones.

### Avis aux importateurs et aux exportateurs.

(Application des dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 1er mars 1957.)

Résultats du scrutin du 21 mai 1957 pour l'élection des membres élus de la commission de gestion du fonds de garantie des commissionnaires en douane:

| | |
|---|---|
| Inscrits | 1.392 |
| Votants | 925 |
| Bulletins blancs ou nuls | 6 |
| Suffrages exprimés | 919 |
| Majorité absolue | 460 |

Ont obtenu:

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 1° MM. Lecat | Elu 915 voix. | 4e MM. Pardo | Elu | 911 | voix. |
| 2° Mandier | Elu 913 — | 5e Peigne | Elu | 903 | — |
| 3° Dervieu | Elu 911 — | 6e Grange | Elu | 860 | — |

## Agriculture

### Avis aux exportateurs de produits d'exploitation forestière et de scierie à destination des pays de l'Union européenne des paiements.

En application des dispositions de l'article 4 de l'avis aux exportateurs publié par le *Journal officiel* du 11 octobre 1956, les exportateurs sont informés de ce que le contingent de 8.000 mètres cubes de grumes de mélèze, ouvert à destination des pays appartenant à l'Union européenne des paiements par l'avis aux exportateurs du 16 février 1957 a été épuisé et clos le 17 juin 1957.

Les abonnements au *Journal officiel* partent des 1er et 16 de chaque mois. Envoyer le montant net en un mandat-poste, chèque ou chèque postal (compte courant n° 9063-13 Paris).

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire

*Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,*
JEAN-PAUL MARTIN

# COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

| Derniers cours cotés en Bourse. | Pays. | Devise. | Parité. | Cours limites pratiqués par la Banque de France. | | Cours extrêmes cotés à la Bourse du 20 juin 1957. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 350 .. | États-Unis | 1 $ U.S.A | 350 ..(1) | .... .. | .... .. | 350 .. | .... .. |
| 367 25 | Canada | 1 $ Can. | .... .. | .... .. | .... .. | 367 15 | 366 75 |
| 163 10 | Côte Fse Somalis. | 100 F Djib. | 164 0727 | .... .. | .... .. | .... .. | .... .. |
| 2796 .. | Mexique | 100 pes. | 2800 .. | .... .. | .... .. | .... .. | .... .. |
| 8393 .. | Allemagne occid. | 100 D Mk | 8333 33 | 8271 .. | 8396 .. | 8396 .. | .... .. |
| 1336 25 | Autriche | 100 sch | 1316 15 | 1336 05 | 1356 25 | 1356 25 | .... .. |
| 700 20 | Belgique | 100 F b | 700 .. | 694 75 | 705 25 | 700 20 | 700 10 |
| 5068 50 | Danemark | 100 c. d. | 5067 22 | 5029 25 | 5105 25 | 5070 .. | 5068 .. |
| 983 05 | Gde-Bretagne | 1 liv. st. | 980 .. | 972 65 | 987 35 | 983 35 | 983 15 |
| 56 24 | Italie | 100 lire | 56 009 | 55 59 | 56 43 | 56 29 | 56 283 |
| 4923 .. | Norvège | 100 c. n. | 4900 .. | 4863 50 | 4937 .. | 4921 50 | 4919 .. |
| 9229 50 | Pays-Bas | 100 fl. | 9210 52 | 9141 60 | 9270 80 | 9228 50 | 9227 .. |
| 6803 .. | Suède | 100 c. s. | 6765 625 | 6715 .. | 6816 50 | 6806 50 | 6805 .. |
| 8048 .. | Suisse | 100 f. s | 8003 98 | 7944 .. | 8064 .. | 8050 .. | 8048 50 |
| 1007 .. | Égypte | 1 liv. ég. | 1005 04 | .... .. | .... .. | .... .. | .... .. |
| 1210 .. | Portugal | 100 esc. | 1217 39 | 1208 25 | 1226 50 | 1213 .. | 1212 .. |
| 4897 50 | Tchécoslovaquie | 100 kcs | 4864 11 | 4824 50 | 4897 50 | 4897 50 | .... .. |
| 117 40 | Yougoslavie | 100 din. | 116 666 | 115 70 | 117 60 | 117 40 | .... .. |

| | | |
|---|---|---|
| Zone C. F. A | 100 F C. F. A | 200 |
| Zone C. F. P | 100 F C. F. P | 550 |

(1) Cours de référence défini par l'avis n° 421 de l'office des changes.

# BANQUE DE FRANCE

## SITUATION HEBDOMADAIRE

| | | AU 13 JUIN 1957 | AU 6 JUIN 1957 |
|---|---|---|---|
| **ACTIF** | | | |
| Encaisse or | | 301.201.302.426 » | 301.201.302.426 » |
| Disponibilités à vue à l'étranger | | 11.771.000.000 » | 11.771.000.000 » |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes (1) | | » | » |
| Monnaies divisionnaires | | 12.529.185.216 » | 12.728.918.683 » |
| Comptes courants postaux | | 41.842.985.256 » | 40.129.108.759 » |
| Bon du Trésor négociable : Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque nationale de Belgique | | 3.849.111.743 » | 3.849.114.743 » |
| Prêts sans intérêts à l'Etat (2) | | 50.000.000.000 » | 50.000.000.000 » |
| Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1939 au 20 juillet 1944 (3) | | 426.000.000.000 » | 426.000.000.000 » |
| Avances provisoires à l'Etat (4) | | 175.000.000.000 » | 175.000.000.000 » |
| Bons du Trésor achetés (5) | | 78.000.000.000 » | 68.000.000.000 » |
| Portefeuille d'escompte : | | | |
| Effets escomptés sur la France | 761.748.947.048 » | | |
| Effets escomptés sur l'étranger | 204.277.342 » | 1.994.401.388.048 » | 1.975.341.607.046 » |
| Effets garantis par l'office des céréales (6) | 19.148.208.232 » | | |
| Effets de mobilisation de crédits à moyen terme | 1.213.302.985.386 » | | |
| Effets négociables achetés en France (7) | | 250.185.247.587 » | 297.352.356.053 » |
| Avances à 30 jours sur effets publics | | 18.819.220.000 » | 20.397.860.600 » |
| Avances sur titres | | 10.141.266.337 » | 12.017.142.262 » |
| Avances sur or | | » | » |
| Hôtel et mobilier de la Banque | | 4.000.000 » | 4.000.000 » |
| Rentes pourvues d'affectations spéciales (8) | | 112.980.750 » | 112.980.750 » |
| Effets en cours de recouvrement | | 29.887.941.663 » | 23.220.950.484 » |
| Divers | | 68.331.325.616 » | 67.967.138.512 » |
| Total | | 3.172.386.257.642 F | 3.185.626.809.518 F |
| **PASSIF** | | | |
| Engagements à vue : | | | |
| Billets au porteur en circulation | | 3.080.313.521.270 » | 3.125.191.161.280 » |
| Comptes courants créditeurs : | | | |
| Compte courant du Trésor public | 1.003.875.196 » | | |
| Comptes courants des accords de coopération économique | 174.213.207 » | | |
| Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères | 208.122.912.918 » | 287.349.285.594 » | 263.531.716.167 » |
| Autres comptes courants et de dépôts de fonds ; dispositions et autres engagements à vue | 78.048.284.273 » | | |
| Capital de la Banque | | 182.500.000 » | 182.500.000 » |
| Bénéfices en addition au capital (9) | | 307.821.529 » | 307.821.529 » |
| Réserves mobilières légales (10) | | 22.105.750 » | 22.105.750 » |
| Réserve immobilière | | 4.000.000 » | 4.000.000 » |
| Divers | | 101.207.020.499 » | 96.334.498.792 » |
| Total | | 3.172.386.257.642 F | 3.185.626.809.518 F |

(1) (Convention du 27 juin 1940).

(2) (Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 13 juin 1879 prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 29 décembre 1918 et 25 juin 1928, convention du 12 novembre 1936, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947).

(3) (Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 5 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 9 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 23 mars, 17 mai et 20 juillet 1944).

(4) (Convention du 29 septembre 1936 approuvée par le décret du 1er septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 9 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention du 23 septembre 1947 approuvée par le décret du 1er octobre 1947).

(5) (Convention du 29 mai 1937 approuvée par la loi du 29 mai 1937).

(6) (Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1944).

(7) (Décret du 17 juin 1938).

(8) (Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857).

(9) (Lois des 9 juin 1857 et 17 novembre 1897).

(10) (Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857).

**Certifié conforme aux écritures :**
*Le Gouverneur,*
W. BAUMGARTNER.

**TAUX DES OPERATIONS**

| | |
|---|---|
| Escompte | 4 0/0 |
| Avances sur titres | 6 0/0 |
| Avances à 30 jours | 3 0/0 |
| Achat des effets publics dont l'échéance n'excède pas trois mois | 3 0/0 |
| Escompte d'effets mobilisant des créances nées sur l'étranger | 3 0/0 |

# ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris,
ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

## TIRAGES FINANCIERS

### Etablissements LES FILS d'EMANUEL LANG

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 264.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 11 *bis*, RUE BACHAUMONT, PARIS (2e)
R. C. : Seine n° 283192.

**Obligations 5 0/0 1930 de 1.000 F.**

*Onzième tirage (27e amortissement) effectué le 20 mai 1957.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° Des séries comprenant les 1.400 obligations sorties à ce tirage (210 titres ayant été rachetés en Bourse par la société en vue de cet amortissement) ;**

**2° Des séries comprenant des obligations sorties antérieurement et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 6 à 10 | 56 | 1.061 à 1.065 | 53 |
| 16 à 20 | 55 | 1.111 à 1.115 | 53 |
| 76 à 80 | 53 | 1.126 à 1.130 | 56 |
| 91 à 95 | 52 | 1.166 à 1.170 | 57 |
| 106 à 110 | 56 | 1.353 à 1.360 | 53 |
| 116 à 120 | 56 | 1.368 à 1.370 | 47 |
| 131 à 135 | 56 | 1.401 à 1.405 | 53 |
| 166 à 170 | 52 | 1.486 à 1.490 | 57 |
| 171 à 175 | 53 | 1.516 à 1.520 | 57 |
| 191 à 195 | 53 | 1.526 à 1.530 | 57 |
| 201 à 205 | 52 | 1.541 à 1.545 | 51 |
| 226 à 230 | 56 | 1.591 à 1.595 | 57 |
| 246 à 250 | 57 | 1.596 à 1.600 | 57 |
| 256 à 260 | 57 | 1.636 à 1.640 | 56 |
| 291 à 295 | 55 | 1.646 à 1.650 | 56 |
| 301 à 305 | 56 | 1.656 à 1.660 | 47 |
| 306 à 310 | 54 | 1.691 à 1.695 | 56 |
| 316 à 320 | 53 | 1.706 à 1.710 | 57 |
| 321 à 325 | 54 | 1.711 à 1.715 | 53 |
| 326 à 330 | 57 | 1.721 à 1.725 | 55 |
| 356 à 360 | 56 | 1.731 à 1.735 | 40 |
| 366 à 370 | 57 | 1.736 à 1.740 | 57 |
| 431 à 435 | 57 | 1.746 à 1.750 | 55 |
| 506 à 510 | 57 | 1.826 à 1.830 | 54 |
| 521 à 525 | 57 | 1.846 à 1.850 | 57 |
| 531 à 535 | 57 | 1.856 à 1.860 | 54 |
| 546 à 550 | 56 | 1.946 à 1.950 | 56 |
| 556 à 560 | 57 | 1.956 à 1.960 | 57 |
| 586 à 590 | 56 | 1.971 à 1.975 | 55 |
| 591 à 595 | 57 | 2.016 à 2.020 | 51 |
| 601 à 605 | 57 | 2.031 à 2.035 | 57 |
| 636 à 640 | 54 | 2.041 à 2.045 | 57 |
| 641 à 645 | 57 | 2.081 à 2.085 | 57 |
| 646 à 650 | 56 | 2.131 à 2.135 | 56 |
| 676 à 680 | 54 | 2.141 à 2.145 | 57 |
| 686 à 690 | 57 | 2.171 à 2.175 | 52 |
| 801 à 805 | 56 | 2.176 à 2.180 | 54 |
| 811 à 815 | 57 | 2.221 à 2.225 | 57 |
| 886 à 890 | 55 | 2.231 à 2.235 | 55 |
| 956 à 960 | 56 | 2.341 à 2.345 | 56 |
| 966 à 970 | 51 | 2.366 à 2.370 | 55 |
| 971 à 975 | 55 | 2.401 à 2.405 | 55 |
| 1.026 à 1.030 | 54 | 2.416 à 2.420 | 55 |
| 1.031 à 1.035 | 56 | 2.421 à 2.425 | 40 |
| 1.051 à 1.055 | 56 | 2.426 à 2.430 | 56 |
| 2.446 à 2.450 | 57 | 4.451 à 4.455 | 55 |
| 2.546 à 2.550 | 57 | 4.491 à 4.495 | 57 |
| 2.566 à 2.570 | 53 | 4.576 à 4.580 | 54 |
| 2.593 à 2.600 | 55 | 4.581 à 4.585 | 55 |
| 2.606 à 2.610 | 47 | 4.635 à 4.640 | 56 |
| 2.616 à 2.620 | 56 | 4.641 à 4.645 | 56 |
| 2.636 à 2.640 | 47 | 4.766 à 4.770 | 56 |
| 2.656 à 2.660 | 56 | 4.786 à 4.790 | 55 |
| 2.671 à 2.675 | 57 | 4.801 à 4.805 | 57 |
| 2.701 à 2.705 | 57 | 4.821 à 4.825 | 57 |
| 2.721 à 2.725 | 56 | 4.846 à 4.850 | 56 |
| 2.731 à 2.735 | 56 | 4.866 à 4.870 | 57 |
| 2.756 à 2.760 | 55 | 4.896 à 4.900 | 57 |
| 2.796 à 2.800 | 56 | 4.936 à 4.940 | 56 |
| 2.811 à 2.815 | 57 | 4.991 à 4.995 | 56 |
| 2.856 à 2.860 | 57 | 5.001 à 5.005 | 56 |
| 2.871 à 2.875 | 56 | 5.091 à 5.095 | 57 |
| 2.966 à 2.970 | 51 | 5.121 à 5.125 | 57 |
| 2.971 à 2.975 | 57 | 5.141 à 5.145 | 55 |
| 3.006 à 3.010 | 55 | 5.161 à 5.165 | 56 |
| 3.016 à 3.020 | 51 | 5.211 à 5.215 | 56 |
| 3.021 à 3.025 | 56 | 5.236 à 5.240 | 56 |
| 3.041 à 3.045 | 53 | 5.256 à 5.260 | 56 |
| 3.046 à 3.050 | 54 | 5.261 à 5.265 | 56 |
| 3.051 à 3.055 | 53 | 5.296 à 5.300 | 56 |
| 3.061 à 3.065 | 57 | 5.341 à 5.345 | 56 |
| 3.096 à 3.100 | 57 | 5.361 à 5.365 | 57 |
| 3.141 à 3.145 | 55 | 5.416 à 5.420 | 56 |
| 3.151 à 3.155 | 56 | 5.421 à 5.425 | 49 |
| 3.171 à 3.175 | 56 | 5.436 à 5.440 | 57 |
| 3.221 à 3.225 | 56 | 5.446 à 5.450 | 57 |
| 3.231 à 3.235 | 57 | 5.471 à 5.475 | 57 |
| 3.241 à 3.245 | 56 | 5.476 à 5.480 | 47 |
| 3.256 à 3.260 | 57 | 5.486 à 5.490 | 54 |
| 3.331 à 3.335 | 57 | 5.506 à 5.510 | 57 |
| 3.336 à 3.340 | 56 | 5.511 à 5.515 | 57 |
| 3.386 à 3.390 | 56 | 5.516 à 5.520 | 53 |
| 3.411 à 3.415 | 57 | 5.521 à 5.525 | 55 |
| 3.436 à 3.440 | 56 | 5.571 à 5.575 | 56 |
| 3.456 à 3.460 | 47 | 5.581 à 5.585 | 57 |
| 3.491 à 3.495 | 40 | 5.581 à 5.585 | 53 |
| 3.601 à 3.605 | 57 | 5.716 à 5.720 | 47 |
| 3.606 à 3.610 | 57 | 5.756 à 5.760 | 57 |
| 3.641 à 3.645 | 57 | 5.796 à 5.800 | 57 |
| 3.656 à 3.660 | 57 | 5.826 à 5.830 | 57 |
| 3.731 à 3.735 | 57 | 5.841 à 5.845 | 57 |
| 3.741 à 3.745 | 57 | 5.871 à 5.875 | 54 |
| 3.791 à 3.795 | 57 | 5.876 à 5.880 | 53 |
| 3.856 à 3.860 | 57 | 5.891 à 5.895 | 53 |
| 3.896 à 3.900 | 56 | 5.931 à 5.935 | 56 |
| 3.916 à 3.920 | 57 | 6.041 à 6.045 | 57 |
| 3.926 à 3.930 | 56 | 6.051 à 6.055 | 56 |
| 3.936 à 3.940 | 55 | 6.076 à 6.080 | 56 |
| 3.966 à 3.970 | 54 | 6.106 à 6.110 | 57 |
| 4.046 à 4.050 | 57 | 6.171 à 6.175 | 56 |
| 4.086 à 4.090 | 57 | 6.211 à 6.215 | 49 |
| 4.116 à 4.120 | 55 | 6.221 à 6.225 | 51 |
| 4.131 à 4.135 | 55 | 6.231 à 6.235 | 54 |
| 4.153 à 4.160 | 51 | 6.241 à 6.245 | 52 |
| 4.191 à 4.195 | 57 | 6.251 à 6.255 | 57 |
| 4.196 à 4.200 | 56 | 6.256 à 6.260 | 57 |
| 4.221 à 4.225 | 54 | 6.271 à 6.275 | 56 |
| 4.231 à 4.285 | 57 | 6.281 à 6.285 | 57 |
| 4.286 à 4.290 | 57 | 6.411 à 6.415 | 55 |
| 4.311 à 4.315 | 53 | 6.436 à 6.440 | 57 |
| 4.321 à 4.325 | 54 | 6.486 à 6.490 | 56 |
| 4.336 à 4.340 | 53 | 6.496 à 6.500 | 57 |
| 4.361 à 4.365 | 55 | 6.506 à 6.510 | 57 |
| 4.371 à 4.375 | 57 | 6.531 à 6.535 | 56 |
| 4.426 à 4.430 | 55 | 6.536 à 6.540 | 54 |
| 4.431 à 4.435 | 55 | 6.546 à 6.550 | 54 |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 6.556 à 6.570 | 57 |
| 6.531 à 6.585 | 54 |
| 6.586 à 6.590 | 57 |
| 6.651 à 6.655 | 56 |
| 6.661 à 6.665 | 56 |
| 6.686 à 6.690 | 53 |
| 6.696 à 6.700 | 53 |
| 6.741 à 6.745 | 57 |
| 6.853 à 6.859 | 47 |
| 6.866 à 6.870 | 56 |
| 6.876 à 6.880 | 57 |
| 6.901 à 6.905 | 56 |
| 6.906 à 6.910 | 57 |
| 6.916 à 6.920 | 56 |
| 6.931 à 6.935 | 57 |
| 6.936 à 6.940 | 57 |
| 6.941 à 6.945 | 57 |
| 6.931 à 6.965 | 55 |
| 6.966 à 6.970 | 55 |
| 6.971 à 6.975 | 55 |
| 7.006 à 7.010 | 55 |
| 7.011 à 7.015 | 55 |
| 7.041 à 7.045 | 55 |
| 7.101 à 7.105 | 52 |
| 7.106 à 7.110 | 55 |
| 7.111 à 7.115 | 47 |
| 7.116 à 7.120 | 54 |
| 7.186 à 7.190 | 53 |
| 7.196 à 7.200 | 56 |
| 7.201 à 7.205 | 53 |
| 7.226 à 7.230 | 54 |
| 7.286 à 7.290 | 57 |
| 7.356 à 7.360 | 57 |
| 7.376 à 7.380 | 57 |
| 7.386 à 7.390 | 57 |
| 7.421 à 7.425 | 54 |
| 7.456 à 7.460 | 56 |
| 7.506 à 7.510 | 56 |
| 7.511 à 7.515 | 55 |
| 7.516 à 7.520 | 56 |
| 7.526 à 7.530 | 52 |
| 7.576 à 7.580 | 55 |
| 7.596 à 7.600 | 56 |
| 7.846 à 7.850 | 57 |
| 7.881 à 7.885 | 57 |
| 7.901 à 7.905 | 55 |
| 7.911 à 7.915 | 56 |
| 7.916 à 7.920 | 56 |
| 7.921 à 7.925 | 56 |
| 7.926 à 7.930 | 55 |
| 7.936 à 7.940 | 56 |
| 7.961 à 7.965 | 57 |
| 7.996 à 8.000 | 57 |
| 8.011 à 8.015 | 57 |
| 8.021 à 8.025 | 57 |
| 8.031 à 8.035 | 57 |
| 8.036 à 8.040 | 54 |
| 8.086 à 8.090 | 57 |
| 8.101 à 8.105 | 57 |
| 8.116 à 8.120 | 56 |
| 8.171 à 8.175 | 57 |
| 8.351 à 8.355 | 53 |
| 8.376 à 8.380 | 57 |
| 8.426 à 8.430 | 57 |
| 8.441 à 8.445 | 55 |
| 8.466 à 8.470 | 57 |
| 8.521 à 8.525 | 56 |
| 8.546 à 8.550 | 57 |
| 8.551 à 8.555 | 52 |
| 8.571 à 8.575 | 54 |
| 8.576 à 8.580 | 54 |
| 8.581 à 8.585 | 51 |
| 8.591 à 8.595 | 55 |
| 8.601 à 8.605 | 56 |
| 8.776 à 8.780 | 55 |
| 8.806 à 8.810 | 47 |
| 8.811 à 8.815 | 54 |
| 8.826 à 8.830 | 55 |
| 8.836 à 8.840 | 47 |
| 8.861 à 8.865 | 57 |
| 8.876 à 8.880 | 57 |
| 8.921 à 8.925 | 56 |
| 8.956 à 8.960 | 57 |
| 8.986 à 8.990 | 54 |
| 9.001 à 9.005 | 57 |
| 9.036 à 9.040 | 57 |
| 9.041 à 9.045 | 56 |
| 9.081 à 9.085 | 53 |
| 9.121 à 9.125 | 56 |
| 9.131 à 9.135 | 57 |
| 9.146 à 9.150 | 57 |
| 9.151 à 9.155 | 56 |
| 9.161 à 9.165 | 56 |
| 9.201 à 9.205 | 56 |
| 9.206 à 9.210 | 51 |
| 9.216 à 9.220 | 54 |
| 9.236 à 9.240 | 57 |
| 9.246 à 9.250 | 53 |
| 9.271 à 9.275 | 56 |
| 9.331 à 9.335 | 56 |
| 9.341 à 9.345 | 57 |
| 9.366 à 9.370 | 51 |
| 9.371 à 9.375 | 57 |
| 9.381 à 9.385 | 54 |
| 9.386 à 9.390 | 56 |
| 9.401 à 9.405 | 56 |
| 9.411 à 9.415 | 56 |
| 9.451 à 9.455 | 57 |
| 9.473 à 9.475 | 47 |
| 9.501 à 9.505 | 56 |
| 9.538 à 9.540 | 47 |
| 9.546 à 9.550 | 56 |
| 9.556 à 9.560 | 56 |
| 9.561 à 9.565 | 55 |
| 9.581 à 9.585 | 57 |
| 9.586 à 9.590 | 53 |
| 9.591 à 9.595 | 57 |
| 9.621 à 9.625 | 57 |
| 9.636 à 9.640 | 56 |
| 9.641 à 9.645 | 57 |
| 9.681 à 9.685 | 53 |
| 9.741 à 9.745 | 54 |
| 9.751 à 9.755 | 57 |
| 9.781 à 9.785 | 57 |
| 9.856 à 9.860 | 55 |
| 9.896 à 9.900 | 56 |
| 9.901 à 9.905 | 55 |
| 9.911 à 9.915 | 54 |
| 9.916 à 9.920 | 52 |
| 9.921 à 9.925 | 57 |
| 9.926 à 9.930 | 57 |
| 9.971 à 9.975 | 56 |
| 9.981 à 9.985 | 57 |
| 10.036 à 10.040 | 54 |
| 10.046 à 10.050 | 57 |
| 10.111 à 10.115 | 57 |
| 10.166 à 10.170 | 56 |
| 10.201 à 10.205 | 56 |
| 10.241 à 10.245 | 56 |
| 10.246 à 10.250 | 54 |
| 10.261 à 10.265 | 51 |
| 10.311 à 10.315 | 53 |
| 10.371 à 10.375 | 53 |
| 10.391 à 10.395 | 57 |
| 10.421 à 10.425 | 57 |
| 10.506 à 10.510 | 56 |
| 10.581 à 10.585 | 57 |
| 10.586 à 10.590 | 57 |
| 10.611 à 10.615 | 57 |
| 10.616 à 10.620 | 56 |
| 10.661 à 10.665 | 54 |
| 10.696 à 10.700 | 57 |
| 10.776 à 10.780 | 40 |
| 10.811 à 10.815 | 55 |
| 10.846 à 10.850 | 57 |
| 10.851 à 10.855 | 57 |
| 10.879 et 10.880 | 47 |
| 10.888 à 10.890 | 47 |
| 10.921 à 10.925 | 47 |
| 10.931 à 10.935 | 54 |
| 10.961 à 10.965 | 56 |
| 10.971 à 10.975 | 57 |
| 11.036 à 11.040 | 57 |
| 11.041 à 11.045 | 56 |
| 11.071 à 11.075 | 56 |
| 11.151 à 11.155 | 53 |
| 11.231 à 11.235 | 56 |
| 11.286 à 11.290 | 54 |
| 11.301 à 11.305 | 57 |
| 11.311 à 11.315 | 56 |
| 11.371 à 11.375 | 56 |
| 11.396 à 11.400 | 53 |
| 11.446 à 11.450 | 53 |
| 11.461 à 11.465 | 57 |
| 11.501 à 11.505 | 57 |
| 11.511 à 11.515 | 57 |
| 11.516 à 11.520 | 56 |
| 11.526 à 11.530 | 56 |
| 11.546 à 11.550 | 57 |
| 11.556 à 11.560 | 55 |
| 11.566 à 11.570 | 57 |
| 11.586 à 11.590 | 56 |
| 11.606 à 11.610 | 57 |
| 11.636 à 11.640 | 47 |
| 11.641 à 11.645 | 56 |
| 11.646 à 11.650 | 57 |
| 11.671 à 11.675 | 54 |
| 11.676 à 11.680 | 57 |
| 11.711 à 11.715 | 56 |
| 11.791 à 11.795 | 56 |
| 11.806 à 11.810 | 54 |
| 11.846 à 11.850 | 53 |
| 11.856 à 11.860 | 56 |
| 11.881 à 11.885 | 53 |
| 11.916 à 11.920 | 57 |
| 11.966 à 11.970 | 57 |
| 12.086 à 12.090 | 57 |
| 12.106 à 12.110 | 56 |
| 12.146 à 12.150 | 57 |
| 12.261 à 12.265 | 57 |
| 12.401 à 12.405 | 57 |
| 12.411 à 12.415 | 56 |
| 12.491 à 12.495 | 56 |
| 12.551 à 12.555 | 56 |
| 12.556 à 12.560 | 54 |
| 12.611 à 12.615 | 55 |
| 12.631 à 12.635 | 53 |
| 12.636 à 12.640 | 52 |
| 12.661 à 12.665 | 57 |
| 12.716 à 12.720 | 56 |
| 12.731 à 12.735 | 57 |
| 12.736 à 12.740 | 56 |
| 12.746 à 12.750 | 56 |
| 12.756 à 12.760 | 47 |
| 12.826 à 12.830 | 56 |
| 12.891 à 12.895 | 56 |
| 12.966 à 12.970 | 56 |
| 12.981 à 12.985 | 56 |
| 12.991 à 12.995 | 49 |
| 13.021 à 13.025 | 52 |
| 13.046 à 13.050 | 57 |
| 13.091 à 13.095 | 55 |
| 13.106 à 13.110 | 47 |
| 13.111 à 13.115 | 56 |
| 13.166 à 13.170 | 55 |
| 13.176 à 13.180 | 54 |
| 13.181 à 13.185 | 54 |
| 13.261 à 13.265 | 57 |
| 13.296 à 13.300 | 56 |
| 13.306 à 13.310 | 55 |
| 13.311 à 13.315 | 57 |
| 13.331 à 13.335 | 57 |
| 13.371 à 13.375 | 51 |
| 13.376 à 13.380 | 56 |
| 13.476 à 13.480 | 51 |
| 13.536 à 13.540 | 57 |
| 13.576 à 13.580 | 54 |
| 13.616 à 13.620 | 56 |
| 13.691 à 13.695 | 57 |
| 13.696 à 13.700 | 57 |
| 13.711 à 13.715 | 56 |
| 13.721 à 13.725 | 56 |
| 13.726 à 13.730 | 57 |
| 13.771 à 13.775 | 56 |
| 13.791 à 13.795 | 55 |
| 13.811 à 13.815 | 57 |
| 13.861 à 13.865 | 57 |
| 13.941 à 13.945 | 57 |
| 14.111 à 14.115 | 54 |
| 14.186 à 14.190 | 51 |
| 14.196 à 14.200 | 57 |
| 14.211 à 14.215 | 57 |
| 14.276 à 14.280 | 55 |
| 14.291 à 14.295 | 57 |
| 14.441 à 14.445 | 49 |
| 14.451 à 14.455 | 56 |
| 14.456 à 14.460 | 47 |
| 14.461 à 14.465 | 53 |
| 14.481 à 14.485 | 57 |
| 14.486 à 14.490 | 56 |
| 14.511 à 14.515 | 56 |
| 14.526 à 14.530 | 57 |
| 14.556 à 14.560 | 56 |
| 14.571 à 14.575 | 56 |
| 14.676 à 14.680 | 57 |
| 14.731 à 14.735 | 57 |
| 14.736 à 14.740 | 55 |
| 14.746 à 14.750 | 56 |
| 14.751 à 14.755 | 54 |
| 14.771 à 14.775 | 56 |
| 14.806 à 14.810 | 47 |
| 14.811 à 14.815 | 47 |
| 14.816 à 14.820 | 55 |
| 14.856 à 14.860 | 57 |
| 14.921 à 14.925 | 56 |
| 14.926 à 14.930 | 57 |
| 14.981 à 14.985 | 52 |
| 14.986 à 14.987 | 47 |
| 15.011 à 15.015 | 53 |
| 15.016 à 15.020 | 57 |
| 15.056 à 15.060 | 56 |
| 15.111 à 15.115 | 57 |
| 15.131 à 15.135 | 57 |
| 15.206 à 15.210 | 57 |
| 15.211 à 15.215 | 57 |
| 15.226 à 15.230 | 57 |
| 15.231 à 15.235 | 53 |
| 15.296 à 15.300 | 56 |
| 15.326 à 15.330 | 57 |
| 15.361 à 15.365 | 57 |
| 15.521 à 15.525 | 57 |
| 15.531 à 15.535 | 57 |
| 15.556 à 15.560 | 57 |
| 15.666 à 15.670 | 51 |
| 15.686 à 15.690 | 56 |
| 15.711 à 15.715 | 57 |
| 15.781 à 15.785 | 55 |
| 15.786 à 15.790 | 56 |
| 15.831 à 15.835 | 57 |
| 15.836 à 15.840 | 55 |
| 15.841 à 15.845 | 55 |
| 15.846 à 15.850 | 56 |
| 15.851 à 15.855 | 57 |
| 15.871 à 15.875 | 53 |
| 15.891 à 15.895 | 57 |
| 15.961 à 15.965 | 57 |
| 16.101 à 16.105 | 57 |
| 16.116 à 16.120 | 56 |
| 16.201 à 16.205 | 56 |
| 16.216 à 16.220 | 57 |
| 16.231 à 16.235 | 57 |
| 16.246 à 16.250 | 57 |
| 16.266 à 16.270 | 57 |
| 16.271 à 16.275 | 56 |
| 16.366 à 16.370 | 56 |
| 16.404 et 16.405 | 47 |
| 16.406 à 16.410 | 56 |
| 16.456 à 16.460 | 55 |
| 16.491 à 16.495 | 56 |
| 16.496 à 16.500 | 54 |
| 16.531 à 16.535 | 55 |
| 16.536 à 16.540 | 55 |
| 16.576 à 16.580 | 51 |
| 16.606 à 16.610 | 57 |
| 16.611 à 16.615 | 56 |
| 16.651 à 16.655 | 53 |
| 16.671 à 16.675 | 55 |
| 16.676 à 16.680 | 57 |
| 16.686 à 16.690 | 47 |
| 16.706 à 16.710 | 57 |
| 16.726 à 16.730 | 57 |
| 16.746 à 16.750 | 57 |
| 16.781 à 16.785 | 56 |
| 16.811 à 16.815 | 56 |
| 16.841 à 16.845 | 56 |
| 16.861 à 16.865 | 57 |
| 16.896 à 16.900 | 55 |
| 17.076 à 17.080 | 49 |
| 17.081 à 17.085 | 57 |
| 17.086 à 17.090 | 55 |
| 17.111 à 17.115 | 56 |
| 17.171 à 17.175 | 47 |
| 17.186 à 17.190 | 55 |
| 17.191 à 17.195 | 56 |
| 17.216 à 17.220 | 57 |
| 17.246 à 17.250 | 57 |
| 17.266 à 17.270 | 55 |
| 17.286 à 17.290 | 57 |
| 17.326 à 17.330 | 51 |
| 17.331 à 17.335 | 54 |
| 17.351 à 17.355 | 57 |
| 17.361 à 17.365 | 56 |
| 17.366 à 17.370 | 56 |
| 17.371 à 17.374 | 47 |
| 17.436 à 17.440 | 57 |
| 17.501 à 17.505 | 55 |
| 17.576 à 17.580 | 56 |
| 17.601 à 17.605 | 57 |
| 17.676 à 17.680 | 56 |
| 17.681 à 17.685 | 55 |
| 17.761 à 17.765 | 56 |
| 17.791 à 17.795 | 56 |
| 17.836 à 17.840 | 56 |
| 17.841 à 17.845 | 56 |
| 17.846 à 17.850 | 55 |
| 17.991 à 17.995 | 55 |
| 18.046 | 47 |
| 18.126 à 18.130 | 57 |
| 18.216 à 18.220 | 52 |
| 18.221 à 18.225 | 57 |
| 18.226 à 18.230 | 55 |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 18.266 à 18.270 | 55 | 20.986 à 20.990 | 57 | 25.221 à 25.225 | 57 | 27.241 à 27.245 | 56 |
| 18.281 à 18.285 | 56 | 21.001 à 21.005 | 54 | 25.231 à 25.235 | 56 | 27.276 à 27.280 | 57 |
| 18.356 à 18.360 | 55 | 21.006 à 21.010 | 55 | 25.286 à 25.290 | 47 | 27.361 à 27.365 | 56 |
| 18.361 à 18.365 | 57 | 21.011 à 21.015 | 56 | 25.311 à 25.315 | 57 | 27.406 à 27.410 | 57 |
| 18.366 à 18.370 | 51 | 21.041 à 21.045 | 57 | 25.321 à 25.325 | 57 | 27.441 à 27.445 | 53 |
| 18.401 à 18.405 | 56 | 21.061 à 21.065 | 55 | 25.336 à 25.340 | 55 | 27.501 à 27.505 | 56 |
| 18.406 à 18.410 | 49 | 21.096 à 21.100 | 57 | 25.386 à 25.390 | 57 | 27.506 à 27.510 | 57 |
| 18.416 à 18.420 | 57 | 21.231 à 21.235 | 57 | 25.451 à 25.455 | 57 | 27.516 à 27.520 | 57 |
| 18.431 à 18.435 | 53 | 21.271 à 21.275 | 57 | 25.486 à 25.490 | 56 | 27.546 à 27.550 | 53 |
| 18.471 à 18.475 | 57 | 21.326 à 21.330 | 57 | 25.501 à 25.505 | 57 | 27.561 à 27.565 | 53 |
| 18.495 à 18.500 | 57 | 21.361 à 21.365 | 55 | 25.511 à 25.515 | 56 | 27.586 à 27.590 | 57 |
| 18.501 à 18.505 | 57 | 21.371 à 21.375 | 47 | 25.526 à 25.530 | 57 | 27.636 à 27.640 | 52 |
| 18.561 à 18.565 | 57 | 21.406 à 21.410 | 56 | 25.581 à 25.585 | 57 | 27.651 à 27.655 | 56 |
| 18.571 à 18.575 | 57 | 21.426 à 21.430 | 57 | 25.586 à 25.590 | 57 | 27.666 à 27.670 | 56 |
| 18.656 à 18.660 | 57 | 21.496 à 21.500 | 57 | 25.611 à 25.615 | 56 | 27.671 à 27.675 | 57 |
| 18.706 à 18.710 | 55 | 21.516 à 21.520 | 56 | 25.616 à 25.620 | 57 | 27.676 à 27.680 | 57 |
| 18.766 à 18.770 | 57 | 21.521 à 21.525 | 57 | 25.621 à 25.625 | 57 | 27.741 à 27.745 | 56 |
| 18.786 à 18.790 | 57 | 21.636 à 21.640 | 56 | 25.711 à 25.715 | 57 | 27.756 à 27.760 | 56 |
| 18.791 à 18.795 | 57 | 21.696 à 21.700 | 56 | 25.761 à 25.765 | 57 | 27.796 à 27.800 | 56 |
| 18.951 à 18.955 | 55 | 21.711 à 21.715 | 57 | 25.766 à 25.770 | 54 | 27.816 à 27.820 | 56 |
| 18.986 à 18.990 | 56 | 21.736 à 21.740 | 55 | 25.771 à 25.775 | 57 | 27.896 à 27.900 | 57 |
| 18.996 à 19.000 | 51 | 21.773 à 21.775 | 47 | 25.791 à 25.795 | 57 | 27.951 à 27.955 | 57 |
| 19.011 à 19.015 | 56 | 21.786 à 21.790 | 56 | 25.806 à 25.810 | 57 | 27.961 à 27.965 | 57 |
| 19.091 à 19.095 | 53 | 21.791 à 21.795 | 57 | 25.811 à 25.815 | 55 | 27.971 à 27.975 | 56 |
| 19.131 à 19.135 | 54 | 21.836 à 21.840 | 56 | 25.826 à 25.830 | 56 | 27.981 à 27.985 | 57 |
| 19.146 à 19.150 | 54 | 21.876 à 21.880 | 56 | 25.831 à 25.835 | 51 | 27.986 à 27.990 | 55 |
| 19.161 à 19.165 | 55 | 21.881 à 21.885 | 56 | 25.836 à 25.840 | 56 | 28.011 à 28.015 | 55 |
| 19.171 à 19.175 | 56 | 21.936 et 21.937 | 47 | 25.846 à 25.850 | 57 | 28.021 à 28.025 | 57 |
| 19.181 à 19.185 | 57 | 21.961 à 21.965 | 55 | 25.891 à 25.895 | 53 | 28.026 à 28.030 | 57 |
| 19.261 à 19.265 | 55 | 21.966 à 21.970 | 56 | 25.946 à 25.950 | 56 | 28.031 à 28.035 | 56 |
| 19.291 à 19.295 | 51 | 22.006 à 22.010 | 56 | 25.976 à 25.980 | 57 | 28.036 à 28.040 | 56 |
| 19.306 à 19.310 | 57 | 22.011 à 22.015 | 56 | 25.991 à 25.995 | 54 | 28.106 à 28.110 | 57 |
| 19.341 à 19.345 | 56 | 22.021 à 22.025 | 56 | 26.006 à 26.010 | 54 | 28.111 à 28.115 | 57 |
| 19.351 à 19.355 | 56 | 22.026 à 22.030 | 52 | 26.026 à 26.030 | 55 | 28.126 à 28.130 | 57 |
| 19.386 à 19.390 | 57 | 22.031 à 22.035 | 54 | 26.041 à 26.045 | 54 | 28.141 à 28.145 | 57 |
| 19.436 à 19.440 | 57 | 22.036 à 22.040 | 54 | 26.056 à 26.060 | 55 | 28.146 à 28.150 | 57 |
| 19.441 à 19.445 | 57 | 22.136 à 22.140 | 55 | 26.071 à 26.075 | 57 | 28.151 à 28.155 | 47 |
| 19.451 à 19.455 | 56 | 22.225 à 22.230 | 57 | 26.106 à 26.110 | 49 | 28.231 à 28.235 | 55 |
| 19.481 à 19.485 | 56 | 22.381 à 22.385 | 54 | 26.126 à 26.130 | 53 | 28.286 à 28.290 | 57 |
| 19.541 à 19.545 | 56 | 22.391 à 22.395 | 57 | 26.136 à 26.140 | 53 | 28.366 à 28.370 | 57 |
| 19.591 à 19.595 | 57 | 22.496 à 22.500 | 57 | 26.156 à 26.160 | 55 | 28.371 à 28.375 | 57 |
| 19.606 à 19.610 | 57 | 22.506 à 22.510 | 56 | 26.166 à 26.170 | 57 | 28.436 à 28.440 | 54 |
| 19.621 à 19.625 | 55 | 22.566 à 22.570 | 52 | 26.173 à 26.180 | 56 | 28.441 à 28.445 | 57 |
| 19.651 à 19.655 | 56 | 22.591 à 22.595 | 56 | 26.186 à 26.190 | 51 | 28.506 à 28.510 | 57 |
| 19.661 à 19.665 | 56 | 22.631 à 22.635 | 49 | 26.191 à 26.195 | 57 | 28.526 à 28.530 | 57 |
| 19.691 à 19.695 | 55 | 22.636 à 22.640 | 54 | 26.221 à 26.225 | 55 | 28.581 à 28.585 | 57 |
| 19.706 à 19.710 | 57 | 22.741 à 22.745 | 55 | 26.226 à 26.230 | 53 | 28.606 à 28.610 | 57 |
| 19.711 à 19.715 | 47 | 22.751 à 22.755 | 56 | 26.233 à 26.240 | 56 | 28.611 à 28.615 | 56 |
| 19.721 à 19.725 | 56 | 22.801 à 22.805 | 57 | 26.316 à 26.320 | 47 | 28.616 à 28.620 | 56 |
| 19.726 à 19.730 | 57 | 22.866 à 22.870 | 57 | 26.336 à 26.340 | 56 | 28.786 à 28.790 | 56 |
| 19.741 à 19.745 | 54 | 22.976 à 22.980 | 56 | 26.341 à 26.345 | 57 | 28.926 à 28.930 | 57 |
| 19.801 à 19.805 | 55 | 23.046 à 23.050 | 54 | 26.361 à 26.365 | 54 | 28.946 à 28.950 | 47 |
| 19.821 à 19.825 | 57 | 23.411 à 23.415 | 57 | 26.366 à 26.370 | 56 | 28.961 à 28.965 | 57 |
| 19.826 à 19.830 | 53 | 23.431 à 23.435 | 57 | 26.411 à 26.415 | 54 | 29.036 à 29.040 | 56 |
| 19.876 à 19.880 | 54 | 23.441 à 23.445 | 56 | 26.456 à 26.460 | 57 | 29.071 à 29.075 | 57 |
| 19.881 à 19.885 | 52 | 23.466 à 23.470 | 57 | 26.486 à 26.490 | 56 | 29.111 à 29.115 | 56 |
| 19.911 à 19.915 | 56 | 23.511 à 23.515 | 55 | 26.501 à 26.505 | 56 | 29.126 à 29.130 | 56 |
| 19.941 à 19.945 | 53 | 23.526 à 23.530 | 55 | 26.566 à 26.570 | 47 | 29.136 à 29.140 | 57 |
| 19.996 à 20.000 | 49 | 23.541 à 23.545 | 57 | 26.576 à 26.580 | 57 | 29.151 à 29.155 | 57 |
| 20.011 à 20.015 | 57 | 23.546 à 23.550 | 56 | 26.646 à 26.650 | 57 | 29.201 à 29.205 | 57 |
| 20.016 à 20.020 | 57 | 23.641 à 23.645 | 57 | 26.661 à 26.665 | 57 | 29.246 à 29.250 | 57 |
| 20.021 à 20.025 | 57 | 23.686 à 23.690 | 55 | 26.681 à 26.685 | 53 | 29.251 à 29.255 | 52 |
| 20.026 à 20.030 | 53 | 23.716 à 23.720 | 57 | 26.701 à 26.705 | 56 | 29.321 à 29.325 | 57 |
| 20.031 à 20.035 | 56 | 23.886 à 23.890 | 57 | 26.731 à 26.735 | 56 | 29.346 à 29.350 | 56 |
| 20.051 à 20.055 | 56 | 23.891 à 23.895 | 56 | 26.736 à 26.740 | 57 | 29.371 à 29.375 | 57 |
| 20.076 à 20.080 | 56 | 24.116 à 24.120 | 56 | 26.741 à 26.745 | 57 | 29.381 à 29.385 | 57 |
| 20.111 à 20.115 | 55 | 24.281 à 24.285 | 57 | 26.756 à 26.760 | 56 | 29.391 à 29.395 | 57 |
| 20.121 à 20.125 | 56 | 24.296 à 24.300 | 57 | 26.771 à 26.775 | 56 | 29.421 à 29.425 | 55 |
| 20.136 à 20.140 | 57 | 24.381 à 24.385 | 57 | 26.781 à 26.785 | 56 | 29.426 à 29.430 | 57 |
| 20.158 à 20.160 | 56 | 24.386 à 24.390 | 57 | 26.791 à 26.795 | 49 | 29.451 à 29.455 | 57 |
| 20.161 à 20.165 | 53 | 24.466 à 24.470 | 57 | 26.806 à 26.810 | 56 | 29.501 à 29.505 | 47 |
| 20.166 à 20.170 | 55 | 24.506 à 24.510 | 57 | 26.821 à 26.825 | 57 | 29.526 à 29.530 | 57 |
| 20.181 à 20.185 | 57 | 24.521 à 24.525 | 57 | 26.856 à 26.860 | 57 | 29.541 à 29.545 | 55 |
| 20.261 à 20.265 | 56 | 24.566 à 24.570 | 57 | 26.876 à 26.880 | 55 | 29.551 à 29.555 | 56 |
| 20.281 à 20.285 | 55 | 24.581 à 25.585 | 57 | 26.881 à 26.885 | 57 | 29.566 à 29.570 | 56 |
| 20.286 à 20.290 | 57 | 24.681 à 24.685 | 55 | 26.924 et 26.925 | 47 | 29.571 à 29.575 | 56 |
| 20.291 à 20.295 | 57 | 24.756 à 24.760 | 57 | 26.951 à 26.955 | 53 | 29.581 à 29.585 | 57 |
| 20.321 à 20.325 | 47 | 24.791 à 24.795 | 57 | 27.031 à 27.035 | 55 | 29.606 à 29.610 | 56 |
| 20.336 à 20.340 | 49 | 24.811 à 24.815 | 57 | 27.051 à 27.055 | 57 | 29.696 à 29.700 | 54 |
| 20.401 à 20.405 | 54 | 24.826 à 24.830 | 57 | 27.056 à 27.060 | 56 | 29.701 à 29.705 | 57 |
| 20.421 à 20.425 | 57 | 24.836 à 24.840 | 57 | 27.061 à 27.065 | 57 | 29.711 à 29.715 | 57 |
| 20.471 à 20.475 | 57 | 24.901 à 24.905 | 57 | 27.136 à 27.140 | 57 | 29.726 à 29.730 | 57 |
| 20.491 à 20.495 | 57 | 24.946 à 24.950 | 57 | 27.176 à 27.180 | 54 | 29.731 à 29.735 | 57 |
| 20.841 à 20.845 | 53 | 25.016 à 25.020 | 57 | 27.191 à 27.195 | 51 | 29.896 à 29.900 | 57 |
| 20.891 à 20.895 | 57 | 25.046 à 25.050 | 57 | 27.196 à 27.200 | 56 | 29.901 à 29.905 | 57 |
| 20.896 à 20.900 | 56 | 25.126 à 25.130 | 57 | 27.231 à 27.235 | 57 | 26.946 à 26.950 | 54 |
| 20.921 à 20.925 | 56 | 25.201 à 25.205 | 52 | 27.236 à 27.240 | 53 | 29.986 à 29.990 | 57 |

Les obligations amorties au tirage du 20 mai 1957 seront remboursables à partir du 20 juin 1957.

## PAPETERIES DE LA CHAPELLE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 5.657.750.000 F
SIÈGE SOCIAL : 104, AVENUE DES CHAMPS-ELYSÉES, A PARIS
Registre du commerce : Seine n° 54-B 8742.

**Obligations 6 0/0 juillet 1956 de 10.000 F nominal.**

*Echéance du 15 juillet 1957.*

**Premier tirage effectué le 20 mai 1957 pour amortissement de 2.133 obligations.**

| NUMÉROS | ANNÉE de remboursement. |
|---|---|
| 27.716 à 29.898 | 1957 |

Coupon n° 2 attaché (échéance 15 juillet 1958).

Aucun titre n'était frappé d'opposition à la date du tirage.

Les obligations désignées par le sort seront remboursées, à raison de 10.524 F, à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, Paris (2e), et dans tous les sièges, succursales ou agences :

Du Crédit lyonnais, 19, boulevard des Italiens, Paris (2e) ;
De la Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, 29, boulevard Haussmann, Paris (9e) ;
De la Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, Paris (9e) ;
Du Crédit industriel et commercial, 66, rue de la Victoire, Paris (9e) ;
De la Banque de l'Union parisienne, 6 et 8, boulevard Haussmann, Paris (9e).

*(Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 20 septembre 1956.)*

## Société anonyme des Fers et Métaux

AU CAPITAL DE 90.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 33, RUE AUX JUIFS, ROUEN (SEINE-MARITIME)
R. C. : Rouen 54-B 45.

*Obligations 5 3/4 0/0 1948 de 5.000 F.*

### LISTE NUMERIQUE

**Des obligations amorties au tirage du 27 mai 1957 et remboursables à partir du 1er juillet 1957 à 5.001 F ;**

**Des obligations amorties aux tirages antérieurs parmi lesquelles figurent des titres non encore présentés au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉE de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉE de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉE de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 421 à 503 | 56 | 3.133 à 3.206 | 55 | 3.758 à 3.818 | 57 |

## SOCIETE DES FORGES DE CLAIRVAUX

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 126.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 28, RUE DE LIÈGE, PARIS (8e)
R. C. : Seine 55-B 3085.

*Obligations 4 1/4 0/0 1946 de 5.000 F.*

### LISTE NUMERIQUE

**Des obligations amorties au tirage du 20 mai 1957 et remboursables à partir du 1er juillet 1957 à 5.001 F ;**

**Des obligations amorties aux tirages antérieurs parmi lesquelles figurent des titres non encore présentés au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 286 à 437 | 56 | 753 à 832 | 53 |
| 433 à 576 | 57 | 1.355 à 1.432 | 55 |

## SOCIETE INDUSTRIELLE DE DELLE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 240.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : DELLE (TERRITOIRE DE BELFORT)
Registre du commerce : Belfort n° 7181.

*Obligations 6 0/0 1956 de 10.000 F.*

**Série des 232 obligations amorties au premier tirage au sort du 6 juin 1957 formant, avec les 100 obligations rachetées en Bourse, la totalité des titres à amortir au 1er juillet 1957.**

4.601 à 4.832

Ces obligations seront remboursables à 10.520 F, prime comprise.

*(Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 12 août 1956.)*

## SOCIETE D'APPLICATIONS HYDRAULIQUES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 750.000.000 DE FRANCS
28, RUE DE LA BAUME, PARIS
R. C. : Seine 57-B 2552.

**Obligations 3 3/4 0/0 1945.**

Usant de la faculté qu'elle s'était réservée lors de l'émission de l'emprunt, la société a procédé au rachat en Bourse du nombre d'obligations fixé pour la douzième année (1957) par le tableau d'amortissement publié au *Journal officiel* du 13 septembre 1945. En conséquence, aucun tirage n'aura lieu en 1957.

Les amortissements antérieurs ont tous été effectués par voie de rachat en Bourse.

*Le conseil d'administration.*

## Société de Participations Industrielles du Sud-Est

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 288.600.000 F
SIÈGE SOCIAL : 32, RUE VAUBAN, A LYON
R. C. : Lyon n° 2629.

OBLIGATIONS 4 0/0 1942 DE 5.000 F
DE L'ANCIENNE SOCIÉTÉ
**Gérances, entreprises et exploitations**
prises en charge par la société.

### LISTE NUMERIQUE

**1° Des séries contenant les 123 obligations sorties au tirage du 3 juin 1957 et remboursables à partir du 5 juillet 1957, coupons du 5 janvier 1958 et suivants attachés, au pair de 5.000 F** (la société ayant procédé d'autre part au rachat en Bourse de 133 obligations, le présent amortissement est donc de 256 obligations) ;

**2° Des séries contenant des obligations amorties antérieurement et non remboursées.**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 à 5 | (57) | 1.756 à 1.760 | (57) | 3.636 à 3.640 | (57) |
| 126 à 130 | (56) | 1.776 à 1.780 | (57) | 3.666 à 3.670 | (53) |
| 206 à 210 | (53) | 1.806 à 1.810 | (57) | 3.716 à 3.720 | (57) |
| 336 à 340 | (56) | 1.996 à 2.000 | (57) | 3.881 à 3.885 | (55) |
| 361 à 365 | (57) | 2.201 à 2.205 | (56) | 3.906 à 3.910 | (56) |
| 511 à 515 | (55) | 2.316 à 2.320 | (57) | 3.916 à 3.919 | (55) |
| 606 à 610 | (56) | 2.396 à 2.400 | (57) | 3.956 à 3.960 | (56) |
| 611 à 615 | (55) | 2.596 à 2.600 | (57) | 3.991 à 3.995 | (57) |
| 666 à 670 | (56) | 2.671 à 2.675 | (57) | 4.176 à 4.180 | (56) |
| 686 à 690 | (55) | 2.676 à 2.680 | (55) | 4.186 à 4.190 | (57) |
| 751 à 755 | (57) | 2.726 à 2.730 | (57) | 4.201 à 4.205 | (55) |
| 836 à 840 | (55) | 2.891 à 2.895 | (57) | 4.221 à 4.225 | (56) |
| 961 à 965 | (57) | 2.961 à 2.965 | (56) | 4.346 à 4.350 | (56) |
| 996 à 1.000 | (57) | 3.001 à 3.005 | (57) | 4.401 et 4.402 | (57) |
| 1.026 à 1.030 | (57) | 3.021 à 3.025 | (57) | 4.626 à 4.635 | (57) |
| 1.091 à 1.095 | (57) | 3.041 à 3.045 | (57) | 4.656 à 4.660 | (57) |
| 1.126 à 1.130 | (53) | 3.106 à 3.110 | (56) | 4.781 à 4.785 | (56) |
| 1.201 à 1.205 | (57) | 3.126 à 3.130 | (57) | 4.876 à 4.880 | (55) |
| 1.206 à 1.210 | (53) | 3.161 à 3.165 | (57) | 4.916 à 4.920 | (57) |
| 1.331 à 1.335 | (55) | 3.216 à 3.220 | (56) | 4.931 à 4.935 | (56) |
| 1.416 à 1.420 | (53) | 3.306 à 3.310 | (56) | 5.161 à 5.165 | (57) |
| 1.506 à 1.510 | (57) | 3.331 à 3.335 | (57) | 5.231 à 5.235 | (56) |
| 1.521 à 1.525 | (55) | 3.451 à 3.455 | (56) | 5.296 à 5.300 | (56) |
| 1.566 à 1.570 | (57) | 3.466 à 3.470 | (57) | 5.316 à 5.320 | (56) |
| 1.621 à 1.625 | (55) | 3.516 à 3.520 | (57) | 5.336 à 5.340 | (53) |
| 1.716 à 1.720 | (56) | 3.541 à 3.545 | (57) | 5.456 à 5.460 | (57) |
| 1.751 à 1.755 | (56) | | | | |

NOTA. — Les nombres entre parenthèses portés en regard des numéros indiquent l'année d'échéance du remboursement.

## Société anonyme des Etablissements LAUBIN

SIÈGE SOCIAL : LE PONT-DE-BEAUVOISIN (SAVOIE)
Registre du commerce : n° 177.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, la Société des établissements Laubin a procédé au rachat de neuf obligations de 10.000 F 6 1/2 0/0 1950 dont l'amortissement est prévu pour le 1er juillet 1957.

En conséquence, il n'a pas été procédé au tirage au sort en juin 1957.

Les amortissements précédents ayant été effectués par rachats en Bourse, il n'existe pas de numéro à rembourser.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 10 juillet* 1950.)

## LA BRESSE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 90.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : MEZERIAT (AIN)
R. C. : Trévoux n° 54-B 21.

**Liste des obligations 4 0/0 1946 sorties au tirage du 7 juin 1957.**

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | 14 | 17 | 31 | 34 | 693 | 714 | 720 | 726 | 737 |
| 37 | 44 | 84 | 88 | 115 | 738 | 741 | 743 | 797 | 833 |
| 120 | 125 | 134 | 155 | 169 | 845 | 846 | 847 | 853 | 894 |
| 175 | 183 | 189 | 211 | 229 | 922 | 925 | 960 | 977 | 999 |
| 240 | 243 | 247 | 264 | 274 | 1.009 | 1.013 | 1.041 | 1.058 | 1.073 |
| 276 | 282 | 286 | 309 | 347 | 1.077 | 1.088 | 1.104 | 1.109 | 1.114 |
| 382 | 384 | 385 | 387 | 392 | 1.119 | 1.121 | 1.136 | 1.177 | 1.178 |
| 418 | 419 | 424 | 430 | 438 | 1.194 | 1.190 | 1.198 | 1.204 | 1.207 |
| 453 | 457 | 474 | 493 | 527 | 1.223 | 1.268 | 1.282 | 1.331 | 1.375 |
| 555 | 574 | 575 | 580 | 581 | 1.384 | 1.405 | 1.423 | 1.454 | 1.459 |
| 602 | 620 | 642 | 662 | 672 | 1.496 | | | | |

Ces obligations sont remboursables, coupon n° 11 détaché, au siège de la société La Bresse, à Mézériat.

**Obligations amorties et non encore présentées au remboursement.**

Tirage 1954.

16 165 638 652 807

Tirage 1955.

1 19 501 646 805 904 1.028

Tirage 1956.

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 | 138 | 139 | 158 | 170 | 802 | 809 | 823 | 905 | 968 |
| 204 | 207 | 208 | 210 | 212 | 976 | 995 | 1.030 | 1.078 | 1.344 |
| 236 | 268 | 275 | 294 | 296 | 1.416 | 1.430 | 1.469 | 1.436 | |
| 489 | 539 | 643 | 690 | 801 | | | | | |

## LORRAINE-ESCAUT

**(Mines et usines des aciéries de Longwy, de Senelle-Maubeuge et d'Escaut et Meuse.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 13 MILLIARDS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 7, ROND-POINT BUGEAUD, PARIS (16e)
R. C. : Seine n° 55-B 1841.

**Obligations 6 0/0 1955 de 10.000 F.**

*Deuxième tirage effectué le 22 mai 1957.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° De la série comprenant les 4.642 obligations sorties à ce tirage (4.641 titres ayant été rachetés d'autre part par la société en vue de cet amortissement) ;**

**2° De la série comprenant des obligations sorties antérieurement et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | TAUX de remboursement. |
|---|---|---|
| | | Francs. |
| 12.795 à 17.578 | 57 | 10.561 |
| 62.044 à 66.444 | 56 | 10.522 |

Les obligations amorties au tirage du 22 mai 1957 seront remboursables à partir du 15 juillet 1957.

## Caisse foncière de crédit pour l'amélioration du logement dans l'industrie

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 236.250.000 F
SIÈGE SOCIAL : A PARIS, 10, RUE LINCOLN
R. C. : Seine n° 121921.

**Obligations 5 1/2 0/0 1948.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse les 1.271 obligations dont l'amortissement figure au tableau pour le 1er juillet 1967.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements antérieurs ont été effectués par voie de rachats en Bourse.

*Le conseil d'administration.*

## SOCIETE METALLURGIQUE de la BONNEVILLE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 400.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 10, PLACE VOLTAIRE, PARIS (11e)
R. C. : Seine n° 54-B 3586.

*Obligations 5 0/0 1947 de 5.000 F.*

**Dixième tirage d'amortissement.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la Société métallurgique de la Bonneville a procédé au rachat en Bourse de 112 obligations 5 0/0 1947 dont l'amortissement est prévu pour le 1er août 1957.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort en 1957.

Les amortissements antérieurs ont été effectués également par voie de rachat en Bourse.

## CREDIT NATIONAL

**pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre.**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.100.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : A PARIS, 45-47, RUE SAINT-DOMINIQUE
R. C. : Seine n° 54-B 4452.

TIRAGES DU 4 JUIN 1957

**EMPRUNT 1945**

**Obligations de 10.000 F 3 0/0 (24e tirage).**

L'obligation n° 1.653.426 sera remboursée par **5.000.000** de francs.

Les obligations n°s 0.352.284, 0.460.725, 0.946.837, 1.219.564, 1.396.408 seront remboursées chacune par **1.000.000** de francs.

Les obligations n°s 0.352.263, 0.460.887, 0.946.701, 1.219.626, 1.393.179 seront remboursées chacune par **250.000** F.

Les 50 obligations désignées ci-dessous seront remboursées par **100.000 F** :

Dans la série de : 0.026.501 à 0.027.000 ; 0.345.001 à 3.345.500 ; 0.466.501 à 0.467.000 ; 0.847.001 à 0.847.500 ; 1.441.001 à 1.441.500, les obligations dont le numéro se termine par **28** et par **78.**

Les 50 obligations désignées ci-dessous seront remboursées par **50.000 F** :

Dans la série de : 0.221.501 à 0.222.000 ; 0.302.001 à 0.302.500, les obligations dont le numéro se termine par **21** et par **71.**

Dans la série de : 0.657.501 à 0.658.000 ; 1.819.001 à 1.819.500 ; 1.916.001 à 1.916.500, les obligations dont le numéro se termine par **10** et par **60.**

Les 250 obligations désignées ci-dessous seront remboursées par **25.000 F** :

Dans la série de : 0.026.501 à 0.027.000 ; 0.345.001 à 0.345.500 ; 0.466.501 à 0.467.000 ; 0.847.001 à 0.847.500 ; 1.441.001 à 1.441.500 les obligations dont le numéro se termine par **21** et par **71.**

Dans la série de : 0.221.501 à 0.222.000 ; 0.302.001 à 0.302.500, les obligations dont le numéro se termine par **41** et par **91.**

Dans la série de : 0.070.001 à 0.070.500 ; 0.101.001 à 0.101.500 ; 0.311.501 à 0.312.000 ; 0.383.501 à 0.384.000 ; 0.410.001 à 0.410.500 ; 1.203.501 à 1.207.000 ; 1.733.001 à 1.733.500 ; 1.862.501 à 1.863.000 ; 1.940.001 à 1.940.500, les obligations dont le numéro se termine par **20, 36, 70** et par **86.**

Les 12.139 autres obligations des séries de 500 titres dans lesquelles sont compris les numéros ci-dessus seront remboursées par **10.000** F, c'est-à-dire :

| | | |
|---|---|---|
| 0.026.501 à 0.027.000 | 0.410.001 à 0.410.500 | 1.396.001 à 1.396.500 |
| 0.070.001 à 0.070.500 | 0.460.501 à 0.461.000 | 1.441.001 à 1.441.500 |
| 0.101.001 à 0.101.500 | 0.466.501 à 0.467.000 | 1.653.001 à 1.653.500 |
| 0.221.501 à 0.222.000 | 0.657.501 à 0.653.000 | 1.733.001 à 1.733.500 |
| 0.302.001 à 0.302.500 | 0.847.001 à 0.847.500 | 1.819.001 à 1.819.500 |
| 0.311.501 à 0.312.000 | 0.946.501 à 0.947.000 | 1.862.501 à 1.863.000 |
| 0.345.001 à 0.345.500 | 1.206.501 à 1.207.000 | 1.916.001 à 1.916.500 |
| 0.352.001 à 0.352.500 | 1.219.501 à 1.220.000 | 1.940.001 à 1.940.500 |
| 0.383.501 à 0.384.000 | | |

Les obligations remboursables par des lots sont payables à partir du 1er juillet 1957 ; elles n'ont pas droit au payement du coupon en cours au moment du tirage et devront être déposées au Crédit national huit jours ouvrables avant que le payement en puisse être demandé.

Les obligations remboursables au pair sont payables lors de l'échéance du coupon en cours au moment du tirage, c'est-à-dire à partir du 1er juillet 1957 ; elles ont droit au payement de ce coupon.

## EMPRUNT 1946

### Obligations de 10.000 F 3 0/0 (11e tirage).

L'obligation n° 1.953.979 sera remboursée par **10.000.000** de francs.

L'obligation n° 0.953.979 sera remboursée par **5.000.000** de francs.

L'obligation n° 2.953.979 sera remboursée par **5.000.000** de francs.

Les obligations n°s 035.413, 342.138, 769.333, 800.376, 841.421 seront remboursées chacune par **1.000.000** de francs dans chaque tranche de 1 million de titres émis.

Les obligations n°s 042.690, 267.468, 677.060, 829.860, 979.280 seront remboursées chacune par **500.000** F dans chaque tranche de 1 million de titres émis.

Les 50 obligations dont les numéros suivent seront remboursées par **100.000** F dans chaque tranche de 1 million de titres émis :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 043.098 | 109.598 | 162.098 | 287.098 | 618.598 |
| 043.198 | 109.698 | 162.198 | 287.198 | 618.698 |
| 043.298 | 109.798 | 162.298 | 287.298 | 618.798 |
| 043.398 | 109.898 | 162.398 | 287.398 | 618.898 |
| 043.498 | 109.998 | 162.498 | 287.498 | 618.998 |
| 098.098 | 110.098 | 281.598 | 409.598 | 870.098 |
| 098.198 | 110.198 | 281.698 | 409.698 | 870.198 |
| 098.298 | 110.298 | 281.798 | 409.798 | 870.298 |
| 098.398 | 110.398 | 281.898 | 409.898 | 870.398 |
| 098.498 | 110.498 | 281.998 | 409.998 | 870.498 |

Les 50 obligations dont les numéros suivent seront remboursées par **50.000** F dans chaque tranche de 1 million de titres émis :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 042.516 | 267.038 | 337.013 | 758.013 | 979.004 |
| 042.616 | 267.138 | 337.113 | 758.113 | 979.104 |
| 042.716 | 267.238 | 337.213 | 758.213 | 979.204 |
| 042.816 | 267.338 | 337.313 | 758.313 | 979.304 |
| 042.916 | 267.438 | 337.413 | 758.413 | 979.404 |
| 042.536 | 267.038 | 485.013 | 829.501 | 979.054 |
| 042.666 | 267.138 | 485.113 | 829.601 | 979.154 |
| 042.766 | 267.288 | 485.213 | 829.701 | 979.254 |
| 042.866 | 267.388 | 485.313 | 829.801 | 979.354 |
| 042.966 | 267.488 | 485.413 | 829.901 | 979.454 |

Les 250 obligations désignées ci-dessous seront remboursées par **25.000** F dans chaque tranche de 1 million de titres émis :

Dans la série de 035.001 à 035.500, les 50 obligations dont le numéro se termine par **4.**

Dans la série de 342.001 à 342.500, les 50 obligations dont le numéro se termine par **7.**

Dans la série de 769.001 à 769.500, les 50 obligations dont le numéro se termine par **7.**

Dans la série de 800.501 à 801.000, les 50 obligations dont le numéro se termine par **3.**

Dans la série de 841.001 à 841.500, les 50 obligations dont le numéro se termine par **2.**

Toutes les autres obligations des séries de 500 titres, dans lesquelles sont compris les numéros désignés ci-dessus, seront remboursées par **10.000** F, c'est-à-dire, dans chaque tranche de 1 million de titres émis :

| | | |
|---|---|---|
| 035.001 à 035.500 | 281.501 à 282.000 | 758.001 à 758.500 |
| 042.501 à 043.000 | 287.001 à 287.500 | 769.001 à 769.500 |
| 043.001 à 043.500 | 337.001 à 337.500 | 800.501 à 801.000 |
| 098.001 à 098.500 | 342.001 à 342.500 | 829.501 à 830.000 |
| 109.501 à 110.000 | 409.501 à 410.000 | 841.001 à 841.500 |
| 110.001 à 110.500 | 485.001 à 485.500 | 870.001 à 870.500 |
| 162.001 à 162.500 | 618.501 à 619.000 | 953.501 à 954.000 |
| 267.001 à 267.500 | 677.001 à 677.500 | 979.001 à 979.500 |

A l'exception des obligations remboursables par 10.000.000 et par 5.000.000 de francs, tous les numéros désignés ci-dessus sont également remboursables dans chaque tranche de 1 million de titres émis.

Ces obligations sont payables à partir du 1er juillet 1957.

Les obligations remboursables par des lots devront toutefois être déposées au Crédit national huit jours ouvrables avant que le payement en puisse être demandé ; elles n'ont pas droit au payement du coupon en cours au moment du tirage. Les obligations remboursables au pair ont droit au payement de ce coupon.

La dernière liste des titres amortis et non remboursés de l'emprunt 3 0/0 1945 a été publiée au *Journal officiel* du 20 février 1957.

## CREDIT NATIONAL

**pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre.**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.100 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : A PARIS, 45-47, RUE SAINT-DOMINIQUE

R. C. : Seine n° 54-B 4452.

### Emprunt 3 0/0 1946 (Obligations de 10.000 F).

### LISTE RECAPITULATIVE

**arrêtée au 15 mai 1957. Séries de 500 obligations (représentées par leur numéro initial) amorties aux tirages précédemment effectués (ces séries sont également remboursables dans chaque tranche d'un million de titres émis ; lire 8.501 à 9.000, 1.008.501 à 1.009.000, 2.008.501 à 2.009.000, etc.).**

| NUMÉROS | DATES des tirages. | NUMÉROS | DATES des tirages. | NUMÉROS | DATES des tirages. |
|---|---|---|---|---|---|
| 008.501 | Juin 49 | 377.501 | Juin 47 | 663.001 | Juin 51 |
| 022.001 | Juin 49 | 382.001 | Juin 52 | 668.001 | Juin 51 |
| 029.001 | Juin 50 | 387.501 | Juin 56 | 670.001 | Juin 52 |
| 033.501 | Juin 54 | 388.001 | Juin 51 | 681.001 | Juin 53 |
| 036.501 | Juin 56 | 391.001 | Juin 52 | 683.001 | Juin 47 |
| 037.001 | Juin 56 | 397.001 | Juin 49 | 683.501 | Juin 54 |
| 046.501 | Juin 51 | 400.001 | Juin 50 | 686.001 | Juin 55 |
| 049.001 | Juin 48 | 408.001 | Juin 47 | 696.501 | Juin 47 |
| 051.501 | Juin 53 | 410.001 | Juin 56 | 700.001 | Juin 53 |
| 054.001 | Juin 53 | 414.501 | Juin 48 | 720.001 | Juin 56 |
| 055.001 | Juin 53 | 417.501 | Juin 54 | 724.501 | Juin 56 |
| 061.001 | Juin 54 | 419.001 | Juin 55 | 741.001 | Juin 49 |
| 063.501 | Juin 51 | 420.001 | Juin 56 | 745.001 | Juin 47 |
| 079.001 | Juin 56 | 420.501 | Juin 55 | 746.501 | Juin 55 |
| 088.501 | Juin 50 | 423.001 | Juin 47 | 757.501 | Juin 54 |
| 094.001 | Juin 52 | 427.001 | Juin 54 | 760.001 | Juin 55 |
| 104.001 | Juin 53 | 432.501 | Juin 47 | 766.001 | Juin 56 |
| 112.001 | Juin 54 | 441.501 | Juin 53 | 778.501 | Juin 55 |
| 127.001 | Juin 49 | 445.501 | Juin 47 | 788.001 | Juin 47 |
| 127.501 | Juin 50 | 447.001 | Juin 56 | 788.501 | Juin 54 |
| 145.501 | Juin 52 | 452.501 | Juin 56 | 790.001 | Juin 54 |
| 151.001 | Juin 52 | 460.001 | Juin 51 | 796.501 | Juin 54 |
| 161.001 | Juin 55 | 465.001 | Juin 54 | 799.501 | Juin 53 |
| 168.501 | Juin 49 | 479.001 | Juin 49 | 804.501 | Juin 55 |
| 172.501 | Juin 49 | 486.501 | Juin 48 | 809.501 | Juin 49 |
| 185.501 | Juin 52 | 489.001 | Juin 50 | 809.501 | Juin 53 |
| 187.501 | Juin 56 | 490.001 | Juin 47 | 825.501 | Juin 54 |
| 188.501 | Juin 52 | 492.001 | Juin 54 | 836.501 | Juin 50 |
| 190.001 | Juin 49 | 492.501 | Juin 53 | 843.501 | Juin 55 |
| 194.001 | Juin 49 | 493.501 | Juin 51 | 844.001 | Juin 47 |
| 196.501 | Juin 55 | 504.001 | Juin 53 | 845.501 | Juin 56 |
| 197.001 | Juin 53 | 505.501 | Juin 47 | 846.001 | Juin 51 |
| 197.501 | Juin 53 | 513.501 | Juin 53 | 849.001 | Juin 54 |
| 201.001 | Juin 49 | 514.501 | Juin 56 | 850.501 | Juin 51 |
| 207.001 | Juin 56 | 518.001 | Juin 48 | 859.501 | Juin 53 |
| 218.501 | Juin 50 | 522.001 | Juin 49 | 862.501 | Juin 50 |
| 219.501 | Juin 54 | 529.501 | Juin 55 | 865.501 | Juin 52 |
| 220.501 | Juin 54 | 533.001 | Juin 55 | 869.001 | Juin 50 |
| 225.501 | Juin 51 | 557.501 | Juin 52 | 869.501 | Juin 52 |
| 234.501 | Juin 47 | 566.501 | Juin 48 | 875.501 | Juin 50 |
| 236.001 | Juin 56 | 569.501 | Juin 52 | 231.001 | Juin 50 |
| 239.001 | Juin 51 | 580.501 | Juin 51 | 886.001 | Juin 50 |
| 240.501 | Juin 56 | 591.501 | Juin 50 | 886.501 | Juin 52 |
| 248.001 | Juin 48 | 594.001 | Juin 48 | 887.501 | Juin 50 |
| 250.001 | Juin 52 | 598.001 | Juin 56 | 894.001 | Juin 51 |
| 261.001 | Juin 55 | 608.501 | Juin 52 | 896.501 | Juin 53 |
| 278.501 | Juin 56 | 617.501 | Juin 47 | 900.501 | Juin 56 |
| 297.501 | Juin 51 | 623.501 | Juin 53 | 919.501 | Juin 51 |
| 298.001 | Juin 54 | 624.501 | Juin 55 | 929.001 | Juin 54 |
| 299.001 | Juin 52 | 626.001 | Juin 54 | 937.501 | Juin 55 |
| 301.501 | Juin 54 | 627.501 | Juin 50 | 939.001 | Juin 55 |
| 302.001 | Juin 51 | 628.001 | Juin 53 | 942.001 | Juin 52 |
| 313.501 | Juin 56 | 631.001 | Juin 52 | 958.501 | Juin 50 |
| 316.501 | Juin 55 | 632.001 | Juin 53 | 961.501 | Juin 55 |
| 317.001 | Juin 51 | 633.001 | Juin 56 | 934.001 | Juin 54 |
| 318.501 | Juin 53 | 636.001 | Juin 51 | 970.001 | Juin 52 |
| 323.501 | Juin 53 | 638.501 | Juin 54 | 973.501 | Juin 49 |
| 325.001 | Juin 48 | 646.001 | Juin 51 | 975.501 | Juin 52 |
| 331.501 | Juin 55 | 646.501 | Juin 51 | 980.001 | Juin 50 |
| 350.501 | Juin 55 | 649.001 | Juin 49 | 990.501 | Juin 48 |
| 376.501 | Juin 55 | 651.501 | Juin 53 | 991.001 | Juin 56 |
| 377.001 | Juin 50 | 656.501 | Juin 52 | 994.001 | Juin 47 |

## BONEHILL & Cie

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 90.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 27, RUE DU TRAVAIL PROLONGÉE, A RAISMES (NORD)

Registre du commerce : Valenciennes n° 54-B 71.

OBLIGATIONS 4 0/0 1945 DE 5.000 F

DE

**l'ancienne Société Bonehill et Canon-Legrand réunis.**

*Douzième amortissement.*

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé par rachats en Bourse la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 27 obligations dont l'amortissement est prévu au 1er août 1957.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements antérieurs ont également été couverts par rachats en Bourse.

## DISTILLERIES DE L'AUBE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 30.000.000 DE FRANCS

BUCHERES (AUBE)

SIÈGE SOCIAL : 41, RUE ETIENNE-MARCEL, A PARIS (1er)

Registre du commerce : Seine 294325 B.

**Numéros des 180 obligations 4 1/2 0/0 1946 sorties au tirage du 3 juin 1957, remboursables à 5.000 F au 30 juin 1957, à la Société générale à Paris.**

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3.029 | 3.030 | 3.034 | 3.035 | 3.036 | 3.174 | 3.175 | 3.176 | 3.177 | 3.178 |
| 3.037 | 3.038 | 3.039 | 3.040 | 3.041 | 3.179 | 3.180 | 3.181 | 3.182 | 3.183 |
| 3.042 | 3.043 | 3.044 | 3.045 | 3.046 | 3.184 | 3.185 | 3.186 | 3.187 | 3.189 |
| 3.047 | 3.048 | 3.049 | 3.050 | 3.051 | 3.190 | 3.191 | 3.192 | 3.193 | 3.194 |
| 3.052 | 3.053 | 3.054 | 3.055 | 3.056 | 3.195 | 3.198 | 3.199 | 3.200 | 3.201 |
| 3.057 | 3.058 | 3.059 | 3.060 | 3.061 | 3.202 | 3.203 | 3.204 | 3.205 | 3.206 |
| 3.062 | 3.063 | 3.065 | 3.086 | 3.087 | 3.207 | 3.208 | 3.209 | 3.210 | 3.211 |
| 3.088 | 3.089 | 3.100 | 3.101 | 3.102 | 3.212 | 3.213 | 3.214 | 3.215 | 3.216 |
| 3.103 | 3.104 | 3.105 | 3.106 | 3.107 | 3.217 | 3.218 | 3.219 | 3.220 | 3.221 |
| 3.112 | 3.125 | 3.126 | 3.127 | 3.128 | 3.222 | 3.227 | 3.228 | 3.229 | 3.230 |
| 3.129 | 3.130 | 3.131 | 3.132 | 3.133 | 3.247 | 3.248 | 3.249 | 3.250 | 3.251 |
| 3.134 | 3.135 | 3.136 | 3.137 | 3.138 | 3.252 | 3.253 | 3.254 | 3.255 | 3.256 |
| 3.139 | 3.140 | 3.141 | 3.142 | 3.143 | 3.257 | 3.258 | 3.259 | 3.260 | 3.261 |
| 3.144 | 3.145 | 3.146 | 3.147 | 3.148 | 3.262 | 3.263 | 3.264 | 3.265 | 3.393 |
| 3.149 | 3.150 | 3.151 | 3.157 | 3.158 | 3.394 | 3.395 | 3.396 | 3.397 | 3.398 |
| 3.159 | 3.160 | 3.161 | 3.162 | 3.163 | 3.399 | 3.400 | 3.401 | 3.402 | 3.403 |
| 3.164 | 3.165 | 3.166 | 3.167 | 3.168 | 3.412 | 3.413 | 3.423 | 3.424 | 3.425 |
| 3.169 | 3.170 | 3.171 | 3.172 | 3.173 | 3.426 | 3.427 | 3.428 | 3.429 | 3.430 |

D'autre part, il a été procédé à l'amortissement de 119 obligations par voie de rachat en Bourse.

## Société d'Applications Générales d'Electricité et de Mécanique

**(S. A. G. E. M.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.200.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 6, AVENUE D'IÉNA, PARIS (16e)

Registre du commerce : Seine n° 56-B 8290.

*Obligations 6 1/2 0/0 1949 de 10.000 F.*

LISTE NUMERIQUE

**1° De la série comprenant les 360 obligations amorties au troisième tirage au sort du 4 juin 1957, formant la totalité des titres à amortir au 15 août 1957. Ces obligations seront remboursables à 10.000 F ;**

**2° Des séries sorties aux tirages précédents et parmi lesquelles figurent des obligations non encore présentées au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 1.686 à 2.015 | 55 |
| 3.369 à 3.681 | 56 |
| 19.044 à 19.407 | 57 |

## GRANDS ETABLISSEMENTS DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 27.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : LE TOUQUET-PARIS-PLAGE (PAS-DE-CALAIS)

*Bons hypothécaires 6 0/0 (ex-7 1/2 0/0) 1927 de 5.000 F.*

LISTE NUMERIQUE

**1° Des 331 bons constituant le dernier amortissement de cet emprunt et remboursables à partir du 15 juillet 1957 à 5.000 F, au Crédit du Nord, place Rihour, à Lille, ou 59, boulevard Haussmann, à Paris, ainsi qu'à ses succursales et agences ;**

**2° Des bons amortis aux tirages des années antérieures parmi lesquels figurent des titres non encore présentés au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|
| 40.091 à 40.137 | 1957 | 41.179 à 41.319 | 1955 |
| 40.142 à 40.269 | 1957 | 41.321 à 41.337 | 1955 |
| 40.277 à 40.309 | 1957 | 41.339 à 41.374 | 1955 |
| 40.512 à 40.864 | 1956 | 41.379 à 41.383 | 1955 |
| 40.865 à 40.880 | 1957 | 41.394 à 41.397 | 1955 |
| 40.882 | 1957 | 41.399 à 41.410 | 1955 |
| 40.884 à 40.895 | 1957 | 41.441 à 41.554 | 1957 |
| 40.896 à 41.178 | 1954 | | |

## SOCIETE D'EXPLOITATION D'USINES METALLURGIQUES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 158.400.000 F

SIÈGE SOCIAL : CORBEHEM (PAS-DE-CALAIS)

R. C. : Arras 18128 B.

*Obligations 6 3/4 0/0 1950 de 5.000 F.*

LISTE NUMERIQUE

**1° Des séries des 34 obligations sorties au septième tirage au sort du 7 juin 1957, effectué en séance publique au Crédit du Nord, à Paris, 59, boulevard Haussmann, et formant, avec les 34 titres rachetés en Bourse, la totalité de l'annuité à amortir le 1er août 1957 ;**

**2° Des séries amorties aux tirages précédents parmi lesquelles figurent des obligations non encore présentées au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉE d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉE d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉE d'amortissement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 506 à 513 | 56 | 520 à 525 | 56 | 689 à 722 | 57 |

Ces obligations seront remboursables à 5.000 F aux caisses du Crédit du Nord, place Rihour, à Lille, et 59, boulevard Haussmann, à Paris, ainsi qu'à ses succursales et agences.

# AVIS DIVERS

PREFECTURE DE LA MARNE

**Emprunt départemental de 10 millions de francs 6 0/0 1953.**

Il sera procédé en juillet 1957 au tirage au sort de 1.267 obligations de 5.000 F pour amortissement anticipé de l'emprunt départemental de 10 millions de francs 6 0/0 1953 émis par souscription publique pour les travaux d'extension du réseau de téléphone automatique rural.

Ce remboursement est effectué en application de l'article 7 du cahier des charges dudit emprunt, pour l'échéance du 1er octobre 1957.

*Le préfet de la Marne,*

Signé : CHRISTIAN LOBUT.

# ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

## EVALUATION D'OFFICE

**des bases d'imposition d'un contribuable à la suite d'opposition à contrôle fiscal.**

(Application de l'article 91 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956.)

Les 16 et 27 avril 1957, à Vals-les-Bains (Ardèche), 59, rue Jaurès, une vérification des déclarations souscrites par Mme Simone Harcaut, marchande foraine de produits de confiserie, en matière de chiffre d'affaires, n'a pu avoir lieu.

En conséquence, l'administration fiscale a dû appliquer à Mme Harcaut les dispositions du paragraphe III A de la loi du 2 avril 1955 et procéder à une évaluation d'office de ses bases d'imposition.

Le chiffre d'affaires primitif de Mme Harcaut s'élevait à :

1.528.000 F pour la période du 14 février au 31 décembre 1955 ;
0 F pour l'année 1956 ;
0 F pour le mois de janvier 1957.

Ces chiffres ont été respectivement portés par l'administration à :

1.925.000 F pour la période du 14 février au 31 décembre 1955 ;
2.100.000 F pour l'année 1956 ;
175.000 F pour le mois de janvier 1957.

L'imposition à la charge du contribuable a été élevée en conséquence de :

39.993 F à 50.390 F pour la période du 14 février au 31 décembre 1955 ;
0 F à 57.248 F pour l'année 1956 ;
0 F à 4.812 F pour le mois de janvier 1957.

Les pénalités encourues s'élèvent à la somme de 289.808 F.

# DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. René-Charles-Louis Richichi, employé de commerce, demeurant à Morières-lès-Avignon, né à Marseille le 17 février 1925, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Richet.

M. Cocu (Jean), né à Chabris (Indre) le 11 novembre 1935, demeurant 14, rue Parmentier, à Maisons-Alfort (Seine), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Amelot.

M. Zylberberg (Szyman), presseur, né le 24 mars 1924 à Varsovie (Pologne), domicilié à Paris, 10, rue des Deux-Ponts, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Gillier (Gilbert-Simon).

M. Albert Msallam, né à Paris (12e) le 6 mars 1918, demeurant à Paris, 2, place Rodin, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique ainsi qu'à celui de ses deux filles mineures : Monique-Louise-Lucile, née à Champigny-sur-Marne (Seine) le 23 juin 1938, et Marie-Josée-Simone, née à Paris (17e), le 4 avril 1943, issues de son mariage avec son épouse, née Simone-Germaine Weiss, celui de Sallan, subsidiairement celui de Salland, ou très subsidiairement celui de Sallane.

# ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

### DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

**21 mai 1957. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. Comédie de Bourgogne.** But : organisation de manifestations théâtrales. Siège social : 26, rue du Transvaal, Dijon.

**21 mai 1957. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. Travail et loisirs.** But : promouvoir la culture populaire sous toutes ses formes par le moyen des techniques modernes. Siège social : 1, rue du Chaignot, Dijon.

**21 mai 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Malo. Association communale de chasse de Bonnemain.** But : protection du gibier et des récoltes ; répression du braconnage. Siège social : mairie de Bonnemain (Ille-et-Vilaine).

**22 mai 1957. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Marne. Lions-Club de Fontainebleau - Moret-sur-Loing.** But : unir par des liens d'amitié des hommes de différents milieux et contribuer à l'amélioration des relations humaines par un idéal de paix. Siège social : 36, rue du Parc, Fontainebleau.

**23 mai 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Montbéliard. Association sportive de Rang.** But : créer, par la pratique des sports, des liens d'amitié et de bonne camaraderie. Siège social : chez M. Saunier, Rang, par l'Isle-sur-le-Doubs (Doubs).

**23 mai 1957. Déclaration à la préfecture de la Guadeloupe. Fédération de la Guadeloupe de l'Union générale des aveugles et grands infirmes de France et de l'Union française.** But : amélioration des conditions de vie et défense des intérêts matériels et moraux de ses adhérents. Siège social : mairie de Pointe-à-Pitre.

**23 mai 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Die. Amicale laïque des Prés.** But : diffuser la pensée laïque et promouvoir l'éducation populaire. Siège social : école publique, les Prés, par Valdrome (Drôme).

**29 mai 1957. Déclaration à la préfecture de police. Association des directeurs de centres universitaires d'administration des entreprises.** But : développer et coordonner l'action des instituts, centres et directions d'enseignement de l'administration des entreprises. Siège social : 12, place du Panthéon, Paris.

**3 juin 1957. Déclaration à la préfecture de police. Association nationale de Aï-Ki-Do.** But : grouper les pratiquants du Aï-Ki-Do, méthode d'éducation physique et mentale d'origine japonaise pour la défense de l'individu. Siège social : 110, rue du Chevaleret, Paris.

**4 juin 1957. Déclaration à la préfecture de police. Union des écrivains pour la vérité.** But : rassembler des écrivains ; soutenir et répandre la liberté des échanges culturels et des moyens de connaissance et d'information ; poursuivre la recherche de la vérité et assurer la défense de la liberté et de la justice. Siège social : 29, avenue Georges-Mandel, Paris.

**7 juin 1957. Déclaration à la préfecture de police. Association française pour le contrôle industriel de qualité (A. F. C. I. Q.).** But : étude et application de tous les moyens propres à encourager le développement des contrôles scientifiques de qualité et notamment à étendre l'utilisation des méthodes statistiques dans l'industrie française. Siège social : 6, rue Royale, Paris.

**11 juin 1957. Déclaration à la préfecture de police. La Joie par la danse.** But : développement physique et moral de la jeunesse féminine. Siège social : 3, rue du Pas-de-la-Mule, Paris.

**21 juin 1957. Déclaration à la sous-préfecture de Montbéliard. La Commune libre de la cité nouvelle.** But : aide et éducation populaire. Siège social : café du Gland, rue Romaine, Audincourt (Doubs).

### MODIFICATIONS

**17 avril 1957. Déclaration à la préfecture de police. Le Bridge-Club des Buttes-Chaumont** transfère son siège social de l'impasse Compans au 2, avenue Jean-Jaurès, Paris.

**23 mai 1957. Déclaration à la préfecture de police. L'Association des amis d'Emile Othon Friesz** modifie ses statuts et transfère son siège social du 73, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris, au 53, rue Bonaparte, Paris.

**7 juin 1957. Déclaration à la préfecture de police. Le Centre d'études politiques et civiques** transfère son siège social du 18, rue d'Anjou, Paris, au 25, boulevard des Italiens, Paris.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.